

MOHAMED CHÉRIF BENMIHOUB
(MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA PROSPECTIVE)

“Déboulonnons l’actuel système économique”

P5

LAZHAR HANI
(MINISTRE DU TRANSPORT)

Les études du projet du port d’El Hamdania fin prêtes

P4

KAMEL REZIG
(MINISTRE DU COMMERCE)

Le code à barres emballer adopté par plus de 10 000 entreprises

P4



RENCONTRE SUR LE PLAN DE RELANCE

A la recherche d’une nouvelle stratégie économique



P3

TUNISIE

La composition du gouvernement sera révélée la semaine prochaine

Le chef du gouvernement désigné, Hichem Mechichi, a de nouveau rencontré les chefs des partis politiques et blocs parlementaires dans le cadre des concertations sur la formation du prochain gouvernement dont la composition devrait être annoncée d’ici la fin de la semaine prochaine, a rapporté hier la presse tunisienne citant des sources concordantes. Hichem Mechichi a reçu dimanche le chef du mouvement Ennahdha, Rached Ghanouchi, le président de Qalb Tounes, Nabil Karoui ainsi que des représentants du Courant Démocratique et du Bloc Démocrate. A cette occasion, Mechichi a précisé que les consultations qui devraient s’achever officiellement le 25 août prendront fin ce jeudi, a-t-on précisé de mêmes sources.

P15

INTERNET

Algérie Télécom baisse ses tarifs résidentiels

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a annoncé lundi à Alger une baisse par Algérie Télécom allant jusqu’à 50% de ses tarifs internet très haut débit ADSL et fibre, et le lancement du Pack jeunes entrepreneurs à un prix “attractif”.

“Désormais, le nouveau tarif du débit 8 Mbps est au même tarif que celui de la 4 Mbps soit 2599 Da/mois au lieu de 3599 Da/mois, et celui de 20 Mbps est de 4999 Da/mois au lieu de 7900 Da/mois, a-t-il précisé à l’occasion de la signature d’une convention entre le ministère de la Poste et des Télécommunications et le ministère du Tourisme, de l’Artisanat et du Travail familial.

P2

Régions

TRAFIC ROUTIER

Suspension du nouveau plan de circulation Oran-Ain El Turck

P9

EL-BAYADH

Des voies de communication au profit des zones reculées

P8

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

442 nouveaux cas, 330 guérisons et 9 décès

P3

COVID-19

La Chine accorde un brevet pour un vaccin

P24

SÛRETÉ D’ALGER

Près de 4000 individus arrêtés en juillet

P2

Culture

SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D’ALGER

Vers une version virtuelle

P21



SÛRETÉ D'ALGER

Près de 4000 individus arrêtés en juillet

Les services de la police judiciaire relevant de la Sûreté de wilaya d'Alger ont traité durant le mois de juillet dernier plus de 3 300 affaires ayant donné lieu à l'arrestation de près de 4000 suspects qui ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes, a indiqué hier un communiqué des mêmes services. Dans le cadre des activités de lutte contre la criminalité urbaine, les services de la Police judiciaire de la Sûreté d'Alger ont traité 3 233 affaires ayant entraîné l'arrestation de 3 983 suspects qui furent déferés par devant les instances judiciaires compétentes, dont 1 555 pour détention et usage de stupéfiants et substances psychotropes, 506 pour port d'armes prohibées et 1922 pour divers délits, a précisé le communiqué.

Parmi les affaires traitées, 280 affaires relatives aux atteintes aux biens et 712 affaires ayant trait aux atteintes aux personnes.

Quant aux délits et crimes contre la famille et aux atteintes aux mœurs, les services de police judiciaire ont traité 30 affaires, outre 758 affaires relatives aux biens publics et 130 affaires à caractère économique et financier, ajoute le communiqué.

Concernant le port d'armes prohibées, les mêmes services ont traité 489 affaires, impliquant 506 personnes présentés devant les instances judiciaires compétentes, dont 7 personnes ont été placées sous mandat de dépôt. En matière de lutte contre les stupéfiants, 1382 affaires impliquant 1555 personnes ont été traitées. Ces affaires ont donné lieu à la saisie de 11.238 kg de résine de cannabis, 37 722 comprimés psychotropes, 5,16 g de cocaïne et 75, 23 g de héroïne. S'agissant des activités de la police générale et réglementation, les forces de police ont mené durant la même période 27.142 opérations de contrôle des activités commerciales réglementées, où il a été procédé à l'exécution de 600 décisions de fermetures ordonnées par les autorités compétentes.

A propos de la prévention routière, les services de la sécurité publique ont enregistré 15 550 infractions au code de la route nécessitant le retrait immédiat de 5375 permis de conduire et l'enregistrement de 40 accidents de circulation ayant entraîné 38 blessés et 03 morts, dont la cause principale demeure le non-respect du code de la route. Lesdits services ont mené 316 opérations de maintien de l'ordre.

Les services de police de la Sûreté de wilaya d'Alger ont enregistré, juillet dernier, 38 539 appels sur le numéro 17 et le numéro vert 15-48, outre 1178 appels sur le numéro 104 qui restent à la disposition des citoyens pour informer tout ce qui touche à leur quiétude et leur sécurité, a conclu le communiqué.

INTERNET

Algérie Télécom baisse ses tarifs résidentiels

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a annoncé hier à Alger une baisse par Algérie Télécom allant jusqu'à 50% de ses tarifs internet très haut débit ADSL et fibre, et le lancement du Pack jeunes entrepreneurs à un prix "attractif".



Désormais, le nouveau tarif du débit 8 Mbps est au même tarif que celui de 4 Mbps soit 2599 Da/mois au lieu de 3599 Da/mois, et celui de 20 Mbps est de 4999 Da/mois au lieu de 7900 Da/mois, a-t-il précisé à l'occasion de la signature d'une convention entre le ministère de la Poste et des Télécommunications et le ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial. Quant au nouveau tarif du débit 100 Mbps, ce dernier est proposé au prix de 9999 Da/Mois au lieu

de 24500Da/mois, a-t-il ajouté. Le ministre a annoncé également le lancement du pack jeunes entrepreneurs avec des tarifs "très attractifs, destinés aux entreprises financées dans le cadre des dispositifs ANSEJ, CNAC et ANGEM. Ce pack, dont les micro-entreprises, TPE, professions libérales et artisans pourront également en profiter, est composé d'une connexion internet très haut débit et d'une ligne téléphonique fixe. Il offre aussi de la gratuité et de l'illimité sur les communications téléphoniques

ainsi que des réductions sur les services de l'hébergement, la conception de sites web mais aussi la possibilité d'avoir une adresse IP. Le pack 2000 DA offre au client un débit de 5 Mbps, une réduction de 20% pour l'hébergement, la conception de site web et une adresse IP fixe, ainsi que 20 annonces/mois offertes dans le site e-commerce d'Algérie Télécom. Pour 3 990 DA, le client bénéficiera d'un débit de 10 Mbps, d'une réduction de 30% pour l'hébergement, la conception de site web et une adresse IP

fixe, ainsi que 40 annonces/mois offertes dans le site e-commerce d'AT. D'autres offres sont proposées sur le site d'Algérie Télécom. Cette nouvelle tarification, qui intervient quelque mois seulement après la précédente, confirme la volonté d'Algérie Télécom de répondre au mieux aux attentes de ses clients, mais surtout de rendre le très haut débit accessible pour tout le monde, a indiqué, pour sa part, le directeur général d'Algérie Télécom, Mounir Jawaher.

R.N

ALGÉRIENS BLOQUÉS À L'ÉTRANGER

Rapatriement depuis mars dernier de plus de 29 000 citoyens

Plus de 29 000 Algériens ont été rapatriés en trois étapes depuis le lancement, au mois de mars dernier, de l'opération de rapatriement des Algériens bloqués à l'étranger suite à la pandémie du nouveau coronavirus, selon un bilan publié par le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif. Selon la même source, l'opération de rapatriement des Algériens bloqués à l'étranger suite à la pandémie du nouveau coronavirus "se poursuit" et jusqu'à la date du 16 août 2020, l'Algérie a rapatrié 29 284 de ses citoyens en trois étapes, depuis le lancement de l'opération au mois de mars 2020, à travers plus de 100 vols aériens et 4 traversées par bateaux, outre les rapatriés à travers les points de passage des frontières terrestres. "La troisième étape de l'opération lancée depuis le 4 août 2020 se poursuit" et a permis le rapatriement de 5738 citoyens à bord de 23 vols aériens et à travers les frontières terrestres pour les ressortissants algériens bloqués en Tunisie. Le porte-parole du MAE a fait état du bilan des chiffres des opérations menées depuis le 4 août en cours, ainsi 621 citoyens ont été rapatriés les 4 et 5 août 2020 à travers deux (2) vols en provenance de Paris (France), et 393 ressortissants ont été rapatriés de Tunisie le 6 août 2020 à travers le point de passage frontaliers Oum Tebou (El Tarf),

dont des citoyens tunisiens et étrangers résidant en Algérie. Par ailleurs, le 7 août 2020, l'Algérie a procédé au rapatriement de 309 Algériens à partir de Paris (France), et de 305 citoyens à partir d'Istanbul (Turquie), outre le rapatriement vers l'aéroport d'Alger de 241 citoyens en provenance de Washington (Etats-Unis). Le 8 août 2020, un total de 307 Algériens ont été rapatriés vers l'aéroport d'Alger en provenance de Paris (France), 301 citoyens rapatriés vers l'aéroport d'Alger en provenance d'Istanbul (Turquie) outre le rapatriement de 266 citoyens vers l'aéroport d'Oran en provenance de Dubaï (Emirats Arabes Unis), le rapatriement de 187 citoyens vers l'aéroport d'Alger en provenance de Doha (Qatar) et de 99 citoyens vers l'aéroport d'Alger en provenance de Johannesburg (Afrique du sud), de Luanda (Angola), de Libreville (Gabon) et d'Abidjan (Côte d'Ivoire). Dans la même journée, 92 citoyens ont été rapatriés vers l'aéroport d'Alger en provenance du Koweït, outre le rapatriement de 51 citoyens vers l'aéroport d'Alger en provenance de Khartoum (Soudan). Le 9 août 2020, Un total de 310 ressortissants algériens ont été rapatriés vers l'aéroport de Constantine en provenance d'Istanbul (Turquie) et 282 citoyens ont été rapatriés vers l'aéroport d'Alger en provenance de Djeddah (Arabie Saoudite), outre le rapatriement de

247 citoyens vers l'aéroport d'Alger en provenance de Londres (Royaume-Uni) et de 152 citoyens vers l'aéroport d'Alger en provenance de Paris (France). Le 11 août 2020, un total de 269 citoyens ont été rapatriés vers l'aéroport d'Alger en provenance de Dubaï (Emirats Arabes Unis), et de 253 citoyens ont été rapatriés vers l'aéroport d'Alger en provenance de Montréal (Canada) et le rapatriement de 97 Algériens vers l'aéroport d'Annaba à travers un vol en provenance de l'aéroport de Doha (Qatar), dont 72 citoyens algériens qui étaient bloqués en Irak, et le rapatriement de 89 citoyens vers l'aéroport d'El Oued en provenance de Dakar (Sénégal) et de Nouakchott (Mauritanie). Le 13 août 2020, un total de 306 citoyens ont été rapatriés vers l'aéroport d'Oran en provenance d'Istanbul (Turquie), et de 253 citoyens vers l'aéroport d'Oran en provenance de Washington (Etats-Unis). Samedi 15 août 2020, un total de 308 citoyens ont été rapatriés vers l'aéroport d'Alger en provenance de l'aéroport d'Orly (France). Selon la même source, l'opération de rapatriement qui touche à sa fin compte dans sa troisième étape quelques vols supplémentaires en cours de programmation pour le rapatriement du reste des Algériens toujours bloqués à l'étranger".

R.N

ORAN

Un réseau de narcotrafiants démantelé

Les éléments de la première Brigade de Recherche et d'Investigations (BR1), relevant de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Oran, ont démantelé, dernièrement, un réseau transfrontalier de trafic de stupéfiants et ont saisi une quantité de 81 kilos de résine de cannabis et procédé à l'arrestation de 11 individus, a-t-on appris hier, auprès de ce corps de sécurité. L'opération a été enclenchée suite à des informations faisant état d'agissements suspects de membres d'un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de stupéfiants

et le stockage de la drogue au niveau de la zone Oran-est (commune de Bir El-Djir) en vue de l'écouler sur le marché local et dans les wilayas limitrophes, selon la cellule de communication de la sûreté. La même source ajoute qu'après la surveillance de membres de ce réseau, les enquêteurs ont réussi à localiser le lieu de stockage de la drogue et, après sa perquisition, ont découvert et saisi une quantité de 81 kilos de résine de cannabis, des armes blanches de différents types, ainsi que du gaz lacrymogène. Poursuivant leur enquête, les policiers ont pu déterminer les identités des

membres de ce réseau, soit 11 personnes dont deux femmes, âgées entre 24 et 53 ans, la plupart des repris de justice. Les mis en cause ont été arrêtés l'un après l'autre, précise la même source, ajoutant qu'une somme de 1,17 million DA représentant des revenus de ce trafic et 6 véhicules utilisés dans le transport et la commercialisation de la drogue ont été également saisis. Accusés de détention, de transport et de commercialisation de stupéfiants, ces individus seront présentés, incessamment, devant la justice, indique la même source.

RENCONTRE SUR LE PLAN DE RELANCE

A la recherche d'une nouvelle stratégie économique

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, a indiqué que la rencontre sur le plan de relance économique et sociale prévue les 18 et 19 août courant au Centre international des conférences (CIC) devra aborder la mise en place d'une nouvelle orientation économique en concertation avec les organisations patronales et les syndicats ainsi que des experts et sociologues.



Il n'est pas une rencontre tripartite, comme celles organisées dans le passé, mais une véritable concertation qui permettra au gouvernement d'écouter et d'échanger avec les autres partenaires sociaux. Ces derniers seront invités aussi à prendre connaissance des attentes et objectifs de l'Exécutif en matière de développement socio-économique", a expliqué le ministre de l'Industrie. Qualifiant également cette rencontre d'"Assises" consacrées au plan de relance économique et social, M. Ferhat Ait Ali a annoncé, à l'occasion, la présence de plus de 300 participants dont un tiers de personnalités indépendantes constitués, entre autres, d'experts nationaux vivant en Algérie et à l'étranger. A ce propos, le ministre de l'Industrie a précisé que les travaux de cette rencontre se dérouleront en cinq ateliers distincts qui seront axés sur l'élaboration d'un plan "structurel" et d'une "nouvelle économie" assurant que le gouvernement compte tracer sur long terme un nouveau chemin de développement. "Il n'est pas question de discuter ni sur la

conjoncture économique ni sur la situation financière du pays. Notre objectif est de tracer un nouveau chemin pour aboutir à une économie nouvelle", a-t-il tenu encore à clarifier. Abordant la situation de l'industrie nationale, M. Ait Ali a dressé un constat critique de l'état de ce secteur "sinistré" en termes de gestion "archaïque" et évoluant face une "fausse" concurrence de produits détaxés. Interrogé sur la faiblesse de la contribution de l'activité industrielle au Produit intérieur brut (PIB) estimée à 5%, le ministre de l'Industrie a rétorqué que ce chiffre datait de l'année 1992 lorsque le PIB était de 30 milliards de dollars, alors qu'aujourd'hui, a-t-il soutenu, le PIB avoisine les 200 milliards de dollars. Partant de ce constat, M. Ait Ali a insisté sur le "changement de cap" en matière de gestion aussi bien pour les dirigeants des groupes publics que privés, appelant à l'intégration d'une gestion "rationnelle" et à l'élaboration de plans de "relance réelle" et non pas des plans de développements basés sur les dépenses à effectuer et liés à l'assistance de l'Etat".

Parmi les secteurs industriels qui peuvent jouer un rôle déterminant, le ministre de l'Industrie a cité l'agroalimentaire qui peut, selon lui, tripler sa valeur ajoutée et pourrait atteindre les 70 milliards de dollars par an. Dans cette optique, M. Ait Ali a mis en avant la nécessité de mettre en place une politique de régulation de la production agricole et de la création des chaînes de froid pour le stockage des surplus de manière à sortir, a-t-il mentionné, de ce "cercle vicieux" de manque de la régularité dans la production. "Il est inadmissible de continuer à importer du concentré de tomate, alors que des exploitants agricoles n'arrivent pas à écouler leur production et sont souvent contraints à la jeter dans la nature", s'est offusqué, n'excluant pas le recours à l'obligation de s'approvisionner uniquement auprès du marché national pour les industriels de la transformation et l'interdiction de l'importation des intrants agricoles disponibles localement. Quant au projet de révision du code des investissements, l'intervenant a dévoilé les principaux changements

apportés à l'ancien texte de 2016, évoquant notamment la suppression de l'octroi des avantages douaniers (exonérations des droits douaniers) au démarrage des projets d'investissements, la clarté dans les procédures et la fixation des délais de rigueur dans le traitement des dossiers ainsi que la définition des critères de sélection des projets considérés comme stratégiques. La règle 51/49 %, régissant l'investissement étranger avec un partenaire local, ne devrait s'appliquer, a-t-il en outre relevé, que pour les secteurs stratégiques comme ceux portant sur l'exploitation des ressources naturelles et les grandes infrastructures publiques, tout en précisant que la part des étrangers dans les domaines de l'hôtellerie et des activités industrielles manufacturières peut aller jusqu'à 100 %. L'accès au foncier industriel sera également révisé, a-t-il par ailleurs fait savoir, et ce, à travers la mise en place d'un Office national appelé à choisir des projets "éligibles" et dignes d'être sélectionnés".

APS

Brèves

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

442 nouveaux cas, 330 guérisons et 9 décès

Quatre cent quarante-deux (442) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 330 guérisons et 9 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 39 025 dont 442 nouveaux cas, soit 1 cas pour 100 000 habitants lors des dernières 24 heures, et celui des décès à 1 379 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 27 347, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 30 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, entre 1 et 9 cas, alors que 18 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 40 patients sont actuellement en soins intensifs, à également fait savoir le Dr Fourar. Enfin, le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques, notamment avec la réouverture progressive, depuis samedi, des mosquées, des plages et autres espaces récréatifs et de divertissement. Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

PAYSAGE POLITIQUE

Tebboune reçoit les initiateurs des "Forces nationales de la réforme"

Le président de la République est prêt à écouter toutes les propositions soumises

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu dimanche à Alger, les initiateurs de la démarche nationale lancée récemment sous l'appellation "Forces nationales de la réforme", par des partis politiques et des associations et organisations nationales. A l'issue de l'audience, Tahar Benbaibèche, porte-parole d'une délégation des initiateurs, a déclaré que "le Président Tebboune a adressé ses remerciements à tous ceux qui ont participé à ce travail et il est prêt à écouter toutes les propositions soumises", a fait savoir M. Benbaibèche dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience accordée par le Président Tebboune aux représentants des partis politiques, des associations et des initiateurs de la démarche nationale lancée récemment sous l'appellation "Forces nationales de la réforme", ajoutant que "le président de la République était favorable à de telles initiatives". Faisant savoir que cette audience "couronnée de succès" intervient suite à la conférence tenue le 11 août, le même responsable a souligné qu'il a été soumis au Président Tebboune "une plateforme contenant 4 projets concernant le volet sanitaire, la situation socio-économique et la Constitution". "Le débat avec le Président Tebboune était ouvert, franc et large ayant touché tous les dossiers", a-t-il assuré, ajoutant que "tous les initiateurs du Collectif ont eu l'opportunité de faire connaître leur point de vue et de soumettre des propositions jugées adéquates durant cette conjoncture exceptionnelle" tout en encourageant de telles initiatives. Pour rappel, des partis politiques, des associations, des syndicats nationaux, des organisations économiques et des personnalités avaient lancé, mardi dernier, cette initiative afin de concrétiser des réformes profondes réelles traduisant la volonté populaire pour le changement.

R.N

BELKACEM ZEGHMATI (MINISTRE DE LA JUSTICE)

Le Conseil supérieur de la magistrature appelé à consacrer l'indépendance de la Justice

Le Conseil supérieur de la magistrature est appelé à consacrer l'indépendance de la Justice, de par le rôle qui lui sera dévolu à la faveur de la prochaine révision constitutionnelle, a affirmé, hier le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati. Intervenant à l'ouverture de la première session du Conseil supérieur de la magistrature pour l'année 2020, dont il a présidé les travaux au nom du président de la République, président du Conseil, le ministre a précisé que "ce rendez-vous intervient alors que l'on parle beaucoup du rôle de cette importante institution constitutionnelle, appelée à consacrer l'indépendance de la Justice, de par le rôle et la mission qui lui seront conférés à la faveur de la prochaine Constitution". Le Conseil supérieur de la magistrature est appelé à "consacrer l'indépendance de la Justice", de par le rôle qui lui sera dévolu à la faveur de la prochaine révision constitutionnelle, a affirmé le ministre de la Justice,

Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati. "Cette session intervient dans une conjoncture exceptionnelle et un contexte national marqué par la diversité des priorités et des enjeux", d'où l'impératif pour le secteur de la Justice d'être "en tête des institutions appelées à opérer le changement escompté", a-t-il ajouté. A ce titre, le ministre a souligné que le Conseil supérieur de la magistrature "restera la plus haute instance du pouvoir judiciaire et la première habilitée à assurer l'encadrement et le suivi de la carrière des magistrats", grâce à la nouvelle approche prévue par les dispositions de l'amendement de la Constitution. Il a également indiqué que le Conseil "restera le premier garant des droits et libertés et de la suprématie de la Loi". Compte tenu du poids de cette institution constitutionnelle, estime le ministre, "il est naturel qu'elle suscite autant de débats et d'échanges de vues parmi les spécialistes intéressés par les affaires publiques du pays". L'occasion était pour le mi-

nistre d'évoquer la composante humaine, l'organigramme et le mode de gestion du Conseil, objet de nombre de propositions incluses dans le projet d'amendement constitutionnel. M. Zeghmati s'est dit satisfait du fait que la tendance était pour "conférer davantage d'immunité et d'indépendance au pouvoir judiciaire tout en renforçant sa place et son rôle dans l'édification de l'Algérie nouvelle". Plusieurs questions sont inscrites à l'ordre du jour de la session dont les travaux se poursuivront à huis clos, notamment les dossiers relatifs à la nomination de magistrats ayant parachevé leurs formations théorique et qualifiante, au traitement des demandes de mise en disponibilité et à d'autres questions liées au détachement et à la fin de détachement conformément à l'article 76 des statuts des magistrats ainsi que la régularisation des situations des magistrats mis à la retraite, n'ayant pas bénéficié de prolongation de service.

Synthèse : Id.D

LAZHAR HANI (MINISTRE DU TRANSPORT)

Les études du projet du port d'El Hamdania fin prêtes

Le mégaprojet du port d'El Hamdania, dans la wilaya de Tipaza, sera discuté en conseil des ministres au cours du mois de septembre prochain, la dernière étape avant le coup d'envoi des travaux de réalisation, a annoncé hier le ministre des Transports, Lazhar Hani, lors d'un entretien avec la chaîne de télévision, EnnaharTV.



Selon le ministre, « l'étude et l'évaluation de ce projet sont terminées et seront discutées en septembre en Conseil des ministres, pour qu'il soit achevé sur des règles correctes afin d'éviter les scandales et les erreurs récurrentes de l'autoroute Est/Ouest. »

Il a indiqué que le coût de ce projet est estimé à 5 milliards de dollars en une période de réalisation de 36 mois. Concernant la situation de la compagnie nationale de transport aérien, Air Algérie, Hani a indiqué qu'« Il faut assainir la situation d'Air Algérie avant

d'investir dans le renouvellement de sa flotte ». Le ministre n'était pas trop prolix sur les problèmes que vit Air Algérie : En quoi consiste l'assainissement de la compagnie. Il a, toutefois, évoqué l'éventualité d'un plan de « restructuration de la compagnie aérienne nationale, pour avoir une gestion économique qui lui garantira l'efficacité et le rendement requis, » sans plus de détails. Évoquant le dossier de l'indemnisation des pertes subies par les entreprises de transports publics, notamment le transport maritime, aérien et ferroviaire, le ministre a

déclaré que « l'État ne les abandonnera pas et nous fournirons une aide financière car nous analyserons soigneusement tout ce qui a un rapport direct avec l'épidémie », précise le même média. Il a ajouté que l'État se chargera de toutes ces compensations, précisant que tout ce qui a attiré au gaspillage de l'argent public sera étudié et l'État apportera des solutions. Abordant le fret maritime et aérien, le ministre a souligné que « le président Tebboune accorde une grande importance à ce secteur », et qu'« un plan d'action sera présenté au gouvernement pour revitaliser ce

secteur ». Le plan d'action comprend, selon le ministre, le renforcement de la flotte maritime de marchandises et l'ouverture du secteur aux particuliers qui ont l'expérience et la technologie requises.

Il a souligné que les lois qui réglementent ce secteur des transports seront modifiées et mises à jour en fonction des changements et des développements dans le domaine, à mesure que les installations et les incitations seront approuvées pour attirer les investisseurs, selon la même source.

Abir N.

KAMEL REZIG (MINISTRE DU COMMERCE)

Le code à barres emballer adopté par plus de 10 000 entreprises

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a relevé, dimanche à Alger, un total de 10 000 entreprises économiques adoptant le code à barres emballer des produits (étiquetage), 450 000 produits algériens ayant été codifiés par l'Association algérienne de codification des articles "GS1-Algérie".

Lors d'une journée d'information sur le code à barres emballer des produits, M. Rezig a qualifié les chiffres réalisés dans ce domaine « d'encourageants », d'autant que la codification des produits est actuellement facultative et non obligatoire, ajoutant que durant les 5 prochaines années, « tous les produits algériens fabriqués localement, emballés et destinés à la consommation humaine seront codifiés une fois l'opération obligatoire ». Faisant savoir que le code à barres emballer des produits s'inscrit dans le cadre de « la moralisation de l'action commerciale », le ministre du Commerce a

annoncé l'élaboration prochaine d'un texte réglementaire relative au code à barres emballer, affirmant que l'association GS1-Algérie est habilitée à attribuer un code à barre aux intervenants concernés conformément aux procédures et aux normes internationales en vigueur.

Chaque produit ne possédant pas un code à barres manque de processus de traçabilité, a-t-il expliqué, soulignant que même les produits étrangers commercialisés en Algérie et ne possédant pas un code à barres ne sont pas considérés comme produits répondant aux normes de qualités. « La seule entreprise habilitée à attribuer cet étiquetage aux produits industriels et aux différentes marchandises est l'association GS1-Algérie, les autres codes à barres n'étant pas officiels », a-t-il poursuivi. Selon le ministre, le code à barres emballer permettra aux autorités publiques, particulièrement le ministère de Commerce,

de renforcer la sécurité des produits, de protéger le consommateur et de garantir un traçage des produits emballés dans le marché et ceux destinés à la consommation locale et à l'exportation. La codification permettra de faciliter l'opération de contrôle des produits non conformes et contrefaits qui constituent un danger sur la santé et la sécurité du consommateur et facilitera également la lutte contre la fraude et les tentatives d'utilisation de faux étiquetage (faux code à barres) ainsi que le phénomène de surfacturation. Le code à barres emballer contribue à la promotion du e-commerce et à la numérisation du fichier national des produits. M. Rezig a affirmé que son département ministériel est en train d'actualiser son système législatif, réglementaire et structurel dans le cadre des changements économiques survenus dans le monde, soulignant que son département doit être au diapason de cette dynamique afin qu'il puisse gérer l'acti-

tivité commerciale locale et internationale et aplanir toutes les entraves bureaucratiques. Dans ce cadre, il a rappelé la nécessité de généraliser le registre de commerce électronique et son application électronique, qui constitue une base de données officielle de tous les opérateurs économiques. Il a cité également l'application électronique relative au dépôt des comptes sociaux des opérateurs économiques. Le ministre a salué l'initiative de son département visant la mise en place d'une base de données concernant les produits locaux qui sera couverte par une cartographie nationale de tous les produits algériens, ce qui permettra de maîtriser davantage l'importation et l'approvisionnement du marché de manière régulière. De son côté, le ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bakai, a déclaré que le respect des normes internationales permettra à l'Algérie d'exporter ses produits à l'aise et que cette initiative (la gé-

néralisation du code à barres emballer), s'inscrit dans ce cadre car le producteur algérien, l'importateur et l'exportateur sont tous tenus de respecter les critères internationaux.

Dans ce cadre, il a rappelé que la numérisation du secteur du commerce est en cours en Algérie, et ce code à barres nous permettra de faire l'inventaire des produits importés, définir leur liste et de connaître également le volume de nos produits et de nos exportations et mettre en place ainsi une stratégie pour réglementer la balance commerciale. Enfin, il a évoqué la stratégie nationale d'exportation à travers laquelle plusieurs activités industrielles ont été recensées et la définition d'une grande gamme de produits à l'instar des pièces de rechange, les produits pharmaceutiques, les produits agricoles et même les produits du secteur informatique habilités à l'exportation sous cet étiquetage.

APS

MOHAMED CHÉRIF BENMIHOUB
(MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA PROSPECTIVE)

«Débouloonnons l'actuel système économique»

Le nouveau plan national de la relance économique, "basé sur une approche très pragmatique", devrait avoir des impacts immédiats sur la vie du citoyen et des entreprises, a estimé hier à Alger le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la prospective, Mohamed Cherif Belmihoub.



S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Chaîne 3, sur l'atelier consacré au thème de l'investissement qu'il présidera ce mardi dans le cadre de la Conférence nationale pour la relance économique, M. Belmihoub a affirmé que dans la démarche de ce plan de relance économique, il faut mettre des actions qui auront des impacts immédiats sur la vie sociale et économique des citoyens et des entreprises économiques avant la fin de cette année. "Nous fonctionnons dans le cadre d'une démarche pédagogique et inclusive qui intègre les opérateurs économiques, les partenaires sociaux, les experts et les entreprises afin de sortir l'Algérie de sa longue période de léthargie et de gaspillage des ressources", a-t-il souligné. Le ministre a fait constater, à ce propos, que l'Algérie a connu trois crises cumulées, à commencer par la crise pétrolière de 2014 marquée par la chute brutale des hydrocarbures, qui a démontré, une fois de plus, que notre économie, fortement basée sur les hydrocarbures, n'est pas résiliente". « Puis la crise pétrolière de 2019, conjuguée à la crise sanitaire de coronavirus "qui sont venues perturber totalement le système économique national". Pour le ministre, le temps est aux actions et le pays n'a même pas le temps de faire le diagnostic. "Il faut agir vite en procédant au changement du système de fonctionnement de l'économie", car, pour lui, il s'agit bien d'une crise "systémique". "Avec les participants à l'atelier,

nous allons aborder tous les aspects institutionnels tels les questions juridiques, l'environnement des affaires mais aussi la concurrence sur les marchés", a-t-il affirmé en relevant qu'il y a un tas de facteurs de blocage à investir qu'il faut lever. Pour le ministre, les "ennemis" de l'investissement productif sont la bureaucratie et la corruption contre lesquelles il faut lutter par la transparence et la numérisation. "Nous devons simplifier les procédures administratives et rendre transparentes les décisions économiques et d'investissement", a-t-il recommandé. Concernant ce plan de relance qui sera débattu ce mardi, il a expliqué qu'il s'étend sur trois phases. La première s'inscrit dans le court terme et devrait répondre aux préoccupations immédiates des opérateurs économiques. La deuxième étape (2021-2022) permet de préparer les conditions pour une transformation économique structurelle et enfin la période comprise entre 2022-2025 qui concerne les grandes réformes annoncées par le président de la République. Pour le ministre délégué chargé de la prospective, ce nouveau plan de relance devrait permettre une transformation globale de l'économie nationale en sortant l'Algérie de sa forte dépendance des hydrocarbures et en mettant en place une économie diversifiée compétitive lui ouvrant la voie vers le commerce international.

LES CAS PEUVENT FINANCER L'ÉCONOMIE

Concernant le manque de ressources pour financer les projets économiques de ce plan, M. Belmihoub a rappelé les orientations fermes du président de la République pour trouver d'autres ressources que les hydrocarbures sans recourir aux institutions financières internationales. A ce propos, il y a mis en avant les potentialités inestimables des secteurs miniers, de la chimie pharmaceutique et de l'agriculture saharienne sur lesquels le pays peut miser pour diversifier son économie et financer ses investissements. Le ministre a assuré, par ailleurs, que "le pays n'est pas en faillite" qu'il y a des ressources financières non utilisées jusque-là qu'il faut exploiter au profit de l'économie nationale. Il a évoqué, à ce propos, les budgets réservés pour certains secteurs mais qui n'ont pas été utilisés. "Cet argent, qui se trouve dans les Comptes d'affectation spéciale (CAS) peut être aujourd'hui exploité pour financer l'économie", a-t-il affirmé. Il y a aussi d'autres moyens de financer l'économie, selon ce même responsable, comme les produits de la finance islamique mis sur le marché financier, qui "permettraient de capter les fonds circulant en dehors du circuit bancaire". En outre, il a insisté sur l'intérêt pour l'Algérie de s'ouvrir à l'investissement étranger en encourageant les entreprises étrangères à investir avec leurs propres fonds.

R.E

HYDROCARBURES

La dépréciation d'actifs chez sept grands producteurs atteint 87 milliards de dollars

La pandémie du Coronavirus a provoqué ces derniers mois des dépréciations d'actifs qui ont atteint 87 milliards de dollars chez sept grands producteurs d'hydrocarbures, selon des analystes de renommée mondiale. Selon ces analystes, la pandémie du coronavirus n'a pas seulement affecté les finances des compagnies pétro-gazières mais a également provoqué ces derniers mois des dépréciations d'actifs chez sept grands producteurs. Une analyse du groupe de réflexion Carbon Tracker, indique que Chevron, Shell, BP, Total, Repsol, Eni et Equinor ont collectivement vu leurs actifs de pétrole et de gaz dépréciés de 87 milliards de dollars au cours des neuf derniers mois. "Ceci revient principalement à la chute des prix du pétrole déjà en cours avant

la pandémie du coronavirus et à cause de l'impact de la pandémie sur la demande", ont-ils soutenu. Shell a comptabilisé une dépréciation de 16,8 milliards de dollars après impôts et après avoir révisé ses hypothèses de prix et les fondamentaux du marché. Pour sa part, Total a enregistré des dépréciations de 8,1 milliards de dollars, dont 7 pour les sables bitumineux au Canada, ont-ils précisé. Chevron a signalé des dépréciations de 5 milliards de dollars, dont 1,8 milliard de dollars, principalement liés à des révisions à la baisse de ses perspectives de prix des hydrocarbures. La société américaine, qui a annoncé ses pires résultats trimestriels depuis trois décennies, va réduire de 10 à 15 % ses effectifs mondiaux, soit 4 500 à 6 750 postes à supprimer, selon la

même source. "BP, dont les chiffres de dépréciation d'actifs ne sont pas encore très précis, a réduit de moitié son dividende et promis de diminuer sa production de pétrole et de gaz de 40 % d'ici 2030 pour se réinventer et mieux s'adapter aux changements du marché. Le géant britannique va ainsi passer du statut de compagnie pétrolière internationale (IOC) à celui de compagnie énergétique intégrée (IEC). Un accent très particulier sera donc mis sur la production d'énergies plus propres et respectueuses de l'environnement. La pandémie du coronavirus a créé la plus grosse période d'instabilité pour les compagnies pétrolières du monde même les plus solides financièrement.

R.E

Brèves

COURS DU PÉTROLE Le Brent à 44,63 dollars à Londres

Les cours du pétrole étaient en légère baisse hier, alors que les ministres de l'Opep et leurs alliés se retrouvent demain mercredi pour tabliser sur les prochaines étapes de réduction de leurs coupes volontaires de production. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 44,63 dollars à Londres, en recul de 0,38% par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour le mois de septembre lâchait 0,24% à 41,91 dollars. Les investisseurs sont tournés cette semaine vers la réunion désormais mensuelle des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés (Opep+). Ces derniers doivent décider demain s'ils maintiennent la marche prévue de l'allègement de leurs coupes de production d'or noir mises en place au mois de mai pour contrer la chute de la demande provoquée par la pandémie de Covid-19. Elles seraient de l'ordre de 8,1 à 8,2 millions de barils par jour (mbj) actuellement selon les calculs du ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdelaziz ben Salmane, qui correspondent aux 7,7 mbj inscrits dans le calendrier initial pour le mois d'août plus les compensations espérées des pays n'ayant pas respecté leurs quotas, des compensations qui devraient se poursuivre au mois de septembre. "Les investisseurs espèrent que l'offre restera sous contrôle car la demande mondiale de pétrole est encore très fragile", a commenté Naem Aslam, analyste. Prévue initialement pour aujourd'hui mardi, cette réunion du Comité de suivi de l'accord de l'Opep (JMMC) aura finalement lieu le lendemain par visioconférence, a indiqué l'organisation hier. Jeudi dernier, le ministre de l'Énergie russe, Alexandre Novak, cité par l'agence TASS, avait déjà évoqué ce changement de calendrier. De plus, "la résurgence du Covid-19 dans le monde entier, notamment en Europe, semble avoir eu un effet négatif sur les attentes en matière de consommation", a souligné Jeffrey Halley, analyste.

R.E

COOPÉRATION

Sonatrach et Wintershall Dea signent un mémorandum d'entente

La société nationale des hydrocarbures, la Sonatrach, a signé un mémorandum d'entente avec la société allemande Wintershall Dea, filiale du groupe BASF afin d'examiner les possibilités de développer davantage la coopération entre les deux partenaires. Le mémorandum d'entente vise à coopérer dans les domaines d'exploration, de développement et de production d'hydrocarbures en Algérie et à l'International » a indiqué hier un communiqué de la Sonatrach qui précise que la « signature de ce protocole vise à renforcer le partenariat existant entre Sonatrach et Wintershall Dea, à travers la recherche de nouvelles opportunités de coopération ». La société Wintershall Dea est déjà présente en Algérie depuis 2002. Elle a participé au développement du projet Reggane Nord, depuis sa mise en production en 2017. La Sonatrach, qui cherche à développer sa production, tente de signer ces derniers temps plusieurs partenariats notamment dans l'exploration et la production avec plusieurs entreprises.

R.E

Brève

INDE

Le bilan du coronavirus a dépassé les 50.000 morts

L'Inde a dépassé lundi la barre des 50.000 décès dus au coronavirus, avec plus de 900 personnes mortes au cours des 24 dernières heures, selon les chiffres du ministère de la Santé. Le géant d'Asie du Sud a enregistré depuis le début de l'épidémie 50.921 morts du Covid-19, soit 941 de plus que la veille, a indiqué le ministère sur son site internet. La semaine dernière, l'Inde a dépassé la Grande-Bretagne et est devenue le quatrième pays au monde où l'épidémie a fait le plus de morts, derrière les Etats-Unis, le Brésil et le Mexique. Avec 2,6 millions de cas officiels de Covid-19, le pays de 1,3 milliard d'habitants est la troisième nation du monde qui compte le plus de contaminations, après les Etats-Unis et le Brésil. En raison notamment d'un faible taux de dépistage, les experts considèrent que ces chiffres sont sous-estimés. En dépit de la hausse du nombre de décès, le ministère de la Santé a tweeté dimanche que le taux de mortalité lié au virus en Inde était "l'un des plus bas de la planète", s'établissant à moins de 2%. "La mise en place réussie (d'une politique) de tests agressive, d'un suivi complet et d'un traitement efficace grâce à une série de mesures a également contribué au niveau élevé de (personnes) qui se remettent" du virus, a ajouté le ministère dans une déclaration. L'Inde a instauré un confinement national brutal fin mars, qu'elle a levé début juin pour tenter de ranimer une économie exsangue. De nombreuses restrictions et mesures de quarantaine entre les différents Etats indiens restent toutefois en place.

R.N

La France dépasse les 3.000 nouveaux cas pour la seconde journée

La France a encore enregistré plus de 3.000 nouveaux cas de Covid-19 en 24 heures, comme samedi, seuil inédit depuis mai, selon les chiffres de Santé Publique France mis en ligne dimanche soir. Le décompte - 3.015 nouveaux cas sur la dernière journée écoulée - est cependant un peu moins élevé que celui rapporté samedi (3.310). Le nombre de patients en réanimation reste stable par rapport à la veille (376) et Santé Publique France ne recense qu'un seul décès supplémentaire en 24h, à l'hôpital. Le total des décès depuis le début de l'épidémie s'élève à 30.410 selon le bilan présenté dimanche par Santé Publique France. Le nombre de nouveaux cas de Covid-19, qui repart à la hausse cet été, inquiète fortement les autorités qui craignent une deuxième vague. De plus en plus de villes imposent désormais le port du masque dans certaines zones en extérieur. Et la question du masque dans les lieux clos collectifs devient récurrente. Le gouvernement veut ainsi modifier "d'ici à la fin août" les règles sanitaires pour endiguer le coronavirus en entreprise, notamment via le "port obligatoire du masque" dans certaines situations, indique la ministre du Travail, Elisabeth Borne, dans un entretien au Journal du dimanche.

R.N

LIBAN

Les hôpitaux de Beyrouth en difficulté

Les hôpitaux de Beyrouth sont en difficulté face à l'afflux de patients atteints du nouveau coronavirus après l'explosion dévastatrice dans la capitale libanaise, a déclaré hier le ministre démissionnaire de la Santé, Hamad Hassan.

Ces dernières semaines, le Liban a connu une hausse des infections au nouveau coronavirus. Le pays a enregistré dimanche un record de contaminations avec 439 nouveaux malades, portant le nombre total des cas de Covid-19 à 8.881 depuis le début de l'épidémie au Liban fin février, avec 103 décès. "Les hôpitaux publics et privés de la capitale se retrouvent avec une capacité d'accueil très limitée, que ce soit en matière de lits dans les unités de soins intensifs ou de respirateurs", a averti en conférence de presse Hamad Hassan, plaidant pour un nouveau confinement de deux semaines pour juguler la propagation de l'épidémie.

Il a expliqué que quatre hôpitaux de la capitale qui accueillent des cas de Covid-19 sont "hors-service" après l'explosion meurtrière dans le port de Beyrouth le 4 août qui a ravagé des quartiers entiers de la capitale. La situation "chaotique" après l'explosion rend difficile l'instauration d'un confinement ou le respect des



mesures de précaution, a averti M. Hassan.

Le gouvernement avait décrété un reconfinement provisoire, annulé après l'explosion dévastatrice qui a fait plus de 177 morts et 6.500 blessés. La déflagration a été pro-

voquée par un incendie dans un entrepôt où étaient stockées selon les autorités 2.750 tonnes de nitrates d'ammonium depuis des années. La pandémie de coronavirus avait été maîtrisée dans un premier

temps par les autorités libanaises qui ont imposé à la mi-mars un confinement largement suivi. Mais les cas sont repartis à la hausse au début de l'été avec la levée progressive des mesures.

R.N

MAROC

1.472 nouveaux cas confirmés et 26 décès en 24H

Mille quatre cent soixante-deux (1.472) nouveaux cas d'infection au coronavirus (Covid-19) et 26 décès ont été enregistrés au Maroc au cours des dernières 24 heures, a annoncé dimanche le ministère de la Santé. Ce nouveau bilan porte à 42.489 le nombre de contaminations dans le Royaume depuis le premier cas signalé le 2 mars et à 29.344 celui des personnes totalement rétablies, soit un taux de guérison de 69%, a précisé le coordonnateur du Centre national des opérations d'urgence de santé publique au ministère de la Santé, Mouad Mrabet. Le nombre de morts est passé à 658, avec 26 nouveaux décès enregistrés au cours des dernières 24 heures, a-t-il ajouté. Les autorités marocaines ont annoncé dimanche avoir fermé plusieurs quartiers de Marrakech, la capitale touristique du Maroc, en raison d'une recrudescence d'infections au nouveau coronavirus. Les "opérations de contrôle" dans cette destination

touristique phare ont été renforcées et certains quartiers ont été "fermés totalement ou partiellement" pour enrayer la propagation du virus, ont ajouté les autorités dans un communiqué. Des campagnes ont été lancées dans les rues de Marrakech pour "sensibiliser au danger du relâchement dans le respect des mesures préventives", comme le port du masque et la distanciation physique, selon la même source, qui a annoncé un renforcement des contrôles à l'entrée de la ville et entre les quartiers. Des mesures similaires ont été prises récemment à Casablanca, Tanger et Fès qui figurent parmi les villes les plus touchées du royaume. L'Organisation mondiale de la santé a mis en garde jeudi contre cette "tendance à la hausse". Le Maroc a entamé son déconfinement en juin après un confinement de trois mois. Les frontières restent fermées "jusqu'à nouvel ordre", plongeant le secteur vital du tourisme dans une crise sans précédent.

R.N

TUNISIE

84 nouveaux cas positifs, pour un total de 2.107

Le ministère tunisien de la Santé a signalé dimanche 84 nouveaux cas de COVID-19 au cours des dernières 24 heures, dont 81 contaminations communautaires et trois cas importés. Dans son bilan épidémiologique quotidien, le ministère de la Santé a indiqué que le nombre total de cas confirmés dans le pays a grimpé à 2.107, dont 54 décès. Au total, 1.358 patients atteints de la maladie au coronavirus se sont rétablis, et 695 autres restent porteurs du virus, dont 24 hospitalisés. Alors que les trois cas importés signalés ce jour se répartissent entre trois provinces (Ariana, Sousse et Sfax), la majorité des nouvelles infections locales ont été détectées dans une seule province, celle de Gabès.

AMÉRIQUE LATINE

Le virus progresse dans plusieurs pays

La pandémie de coronavirus continue de progresser dans plusieurs pays d'Amérique Latine, avec notamment le franchissement dimanche du seuil des 15.000 morts en Colombie et un record de contaminations au Pérou. A Bogota, le ministère colombien de la Santé a annoncé que les autorités avaient enregistré 287 décès au cours des 24 heures précédentes, ce qui porte le bilan total à 15.097 morts depuis que le virus a été pour la première

fois détecté dans ce pays le 6 mars. La Colombie compte à la date de dimanche 468.332 cas de contaminations. Ce pays de 50 millions d'habitants est le quatrième en Amérique Latine en termes de décès et en termes de contaminations. Le Pérou a annoncé dimanche avoir enregistré plus de 10.000 nouveaux cas en 24 heures, un nouveau record après celui de la veille. Le ministère péruvien de la Santé a rapporté 10.143 nou-

velles contaminations, pour un total de 535.946 depuis le début de la pandémie. La veille, 9.501 contaminations avaient été enregistrées. Les nouveaux décès sont au nombre de 206, ce qui porte le bilan total au Pérou à 26.281 morts, selon le ministère. L'Equateur, l'un des pays latino-américains les plus touchés, avec plus de 100.000 cas, a déclaré dimanche comme d'autres pays son intention de fabriquer des vaccins contre le Covid-19.

"L'Equateur lui aussi a la capacité de fabriquer les vaccins contre le Covid-19, de même que l'Argentine, la Colombie et le Mexique, qui ont manifesté leur intérêt pour le produire", a déclaré dans un communiqué le ministre de la Santé, Juan Carlos Zevallos. L'Amérique Latine et les Caraïbes sont la région du monde la plus touchée par le virus, avec plus de 6 millions de contaminations enregistrées.

R.N



MÉDÉA

Le transport intercommunal reprendra "bientôt" "sous certaines conditions"

Le transport intercommunal, interrompu temporairement dans le cadre des mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19, reprendra "bientôt" et "sous certaines conditions", a déclaré, dimanche, le wali de Médéa.

Les transporteurs opérant sur les lignes intérieures du territoire de la wilaya de Médéa seront "autorisés", dès les tous

prochains jours, à "reprendre leur activité, mais doivent impérativement respecter les mesures sanitaires recommandées en matière de prévention contre la propagation du coronavirus, a indiqué Abass Badaoui, en marge d'une réunion consacrée aux préparatifs des examens du BAC et du BEM, a-t-on signalé. Des instructions ont été données, dans ce sens, aux responsables de la di-

rection locale du transport, afin de préparer la reprise des dessertes entre les communes, de sorte à ce que toutes les dispositions soient prises pour protéger les usagers et éviter les risques de propagation de la Covid-19 parmi cette catégorie ou leurs proches, a-t-on ajouté. La reprise annoncée est "limitée", selon les services de la wilaya, du dimanche au jeudi, l'interdiction de circulation

pour le transport en commun, durant le vendredi et le samedi, restera en vigueur, précisant que le but de la reprise des dessertes, pendant les 5 jours de la semaine, est de faciliter les déplacements des citoyens, notamment les travailleurs, les aux candidats aux épreuves du BAC et du BEM et les étudiants qui s'apprentent à rejoindre prochainement les bancs de l'université.

Brèves

ILLIZI

Réception de la nouvelle gare routière de classe A

La nouvelle gare routière de classe "A" d'Illizi a été réceptionnée par la Direction locale des Transports après finalisation de ses travaux et des procédures administratives afférentes, a-t-on appris dimanche des responsables du secteur.

Couvrant une superficie de trois (3) hectares, cette gare routière dispose de diverses structures, dont les quais, le parking de bus et de taxis, un hall d'accueil, des guichets de réservation, ainsi que divers locaux de services (fastfood, cybercafé, kiosques, section postale), a indiqué à l'APS le directeur des Transport de la wilaya, Youcef Meghraoui.

D'une capacité d'accueil d'un million de voyageurs/an et ayant coûté 700 millions DA, la nouvelle gare routière va permettre de promouvoir le service public dans le domaine du Transport, et d'améliorer les conditions de confort et de voyage du citoyen.

OUARGLA

Raccordement de 75 zones d'ombre au téléphone fixe et à l'internet

Plus de 75 zones d'ombre à travers la wilaya d'Ouargla ont été raccordées au réseau de la téléphonie fixe et de l'internet à haut débit, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction locale de l'opérateur historique Algérie-Télécom (A.T).

L'opération, qui s'inscrit dans le cadre d'un programme de la tutelle visant le désenclavement des zones d'ombre et l'amélioration des prestations de télécommunications en matière de téléphonie fixe et d'Internet à haut débit, a été réalisée grâce à plusieurs projets de déploiement et de modernisation du réseau en fibre optique, du système MSAN (Multi-Service Access Node) et de la 4G LTE, a-t-on précisé.

Des efforts sont déployés pour l'installation d'autres équipements de même type pour en faire bénéficier le maximum de citoyens dans ces régions, a-t-on souligné. Dans le cadre du rapprochement de l'administration des citoyens et la modernisation du réseau de télécommunications, 37 antennes communales et 67 bureaux de poste, notamment en régions rurales et enclavées à travers le territoire de la wilaya, ont été reliées à la fibre optique, selon la même source.

Le nombre d'abonnés à la téléphonie fixe dans la wilaya d'Ouargla s'élève à 60.760 clients, à l'ADSL (38.588), au système MSAN (60.760) et à la 4G LTE (28.862), a-t-on fait savoir.

Un total de 134 localités considérées comme des "zones d'ombre" nécessitant une mise à niveau des conditions de vie du citoyen, ont été recensées par les services de la wilaya à travers 19 de ses communes.

ALGER (SABLETTES ET FORÊT DU 5 JUILLET)
75.000 visiteurs à la au 1er jour de leur réouverture

La Promenade des Sablettes et la forêt du 5 juillet à Ben Aknoun (Alger) ont attiré plus de 75.000 visiteurs au premier jour de l'entrée en vigueur de la décision d'ouverture progressive des plages et des espaces de loisirs, a indiqué le directeur général de l'Office des parcs des sports et de loisirs d'Alger (OPLA), Lyes Gamgani.

Dans une déclaration à l'APS, M. Gamgani a précisé que la promenade des Sablettes d'Alger a connu le rush de 40.000 visiteurs et l'entrée de 2.500 véhicules sur le parking dès le premier jour de l'ouverture progressive des plages et des espaces récréatifs, ajoutant que cet espace constitue une destination de loisirs avec une vue imprenable sur la mer, des services de qualité et des espaces de divertissement équipés de jeux, avec la possibilité de pratiquer des sports dans ce front de mer, et ce dans le respect de diverses mesures de prévention contre la propagation du Coronavirus.

Le même responsable a, par ailleurs, indiqué que le nombre de visiteurs à la forêt de Ben Aknoun a atteint près de 35.000, en plus d'autres 10.000 visiteurs à l'espace forestier d'El-Harrach durant la même période, d'autant que les familles ont trouvé dans ces espaces un lieu de loisirs et de repos après des mois de confinement sanitaire, relevant "l'engagement total des visiteurs" aux mesures de prévention en vue d'endiguer la propagation de la pandémie. Par souci de préserver la sécurité des visiteurs, ajoute la source, les



horaires d'ouverture et de fermeture de la promenade des Sablettes et autres sites qui en relèvent ont été fixés de 6h30 du matin à 21h00, afin de permettre à tous les citoyens de rentrer chez eux avant les heures de confinement fixées par la wilaya d'Alger (23h00). De son côté, le directeur général du jardin d'essais d'El Hamma, Abdelkrim Boulahia, a précisé à l'APS que le nombre de visiteurs enregistré durant le 1er jour de l'ouverture progressive des espaces de loisirs et de divertissements à la wilaya d'Alger s'élève à 1.685 visiteurs, entre enfants et adultes, qui

s'étaient rendus à cet espace vert pour y découvrir les circuits végétaux singuliers et le jardin zoologique, relevant "le respect des visiteurs de tous les gestes barrières".

Il a fait savoir que la direction du jardin d'essais a mis en place un protocole sanitaire au service des visiteurs, consistant à intensifier les opérations de désinfection et à veiller au contrôle du respect des citoyens des gestes barrières (port de bavettes et distanciation physique) afin de préserver leur sécurité et leur santé.

La direction du jardin a procédé,

en outre, à la prise de température des visiteurs au niveau des deux entrées principales (rue Hassiba Ben Bouali et rue Mohamed Belouizdad), outre le déploiement des agents qui devront veiller au respect des instructions sanitaires, notamment le port de bavette, le respect de couvert végétal et la distanciation physique.

De son côté, le directeur général de l'Établissement de l'hygiène urbaine et de la protection de l'environnement de la wilaya d'Alger (HUPE), Hamimi Mustapha, a souligné dans une déclaration à l'APS l'organisation de campagnes de sensibilisation au profit des habitants au niveau de certaines plages autorisées à la baignade durant le 1er jour de l'ouverture progressive des plages et des espaces de loisirs et de divertissements, concernant les conseils de prévention contre la pandémie de covid-19 et l'impératif respect des protocoles sanitaires par les citoyens afin d'endiguer la propagation du virus.

Des panneaux de sensibilisation ont été placés à l'entrée des plages autorisées à la baignade contenant les règles de sécurité et de prévention contre le covid-19, a-t-il ajouté.

TRAFIC ROUTIER

Suspension du nouveau plan de circulation entre Oran et Ain El Turck

Le nouveau plan de circulation entre Oran et Ain El Turck a été suspendu à partir de dimanche avec la reprise du précédent système de voie à deux sens, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

"Après l'analyse des données de la première phase de cette expérience et en réponse aux requêtes des utilisateurs de cet axe, il a été décidé de suspendre cette procédure à partir de dimanche et de reprendre la circulation dans les deux sens," a souligné un communiqué de

la wilaya.

"Les services de sûreté compétents conservent le pouvoir de revoir ces dispositions en fonction des évolutions de la prochaine étape," a ajouté le document.

Ce nouveau plan de circulation entre Oran et Ain El Turck, mis en application vendredi, consistait en un système de circulation à sens unique de long de la route de la corniche d'Oran. Les départs se font à partir de la pécherie jusqu'à Ain El Turck via Mers El Kebir.

Les retours à Oran devaient se faire par la corniche supérieure.

L'entrée en application de ce plan de circulation a coïncidé avec la réouverture des plages et l'affluence de milliers d'estivants voulant profiter du week-end et des plaisirs de la mer. Cette situation particulière a engendré d'importants embouteillages et un blocage de la circulation durant plusieurs heures, d'où la décision de revenir au précédent système de circulation dans les deux sens, a-t-on expliqué.

MASCARA

Un milliard DA pour l'entretien de 80 km de chemins de wilaya et vicinaux

Une enveloppe d'un milliard de dinars a été débloquée au profit du secteur des travaux publics de la wilaya de Mascara pour l'entretien des chemins de wilaya et vicinaux dont la plupart sont situés dans des zones d'ombre a-t-on appris, dimanche, lors de la tournée d'inspection du wali, Abdelkhalek Siouda, consacré aux projets du secteur des travaux publics.

Selon le responsable du secteur, Tahar Nekkache, la wilaya a bénéficié, dans le cadre du programme sectoriel de l'exercice 2020, d'un montant d'un milliard DA pour l'entretien de 55 km de routes communales et 24,25 km de chemins de wilaya. Certains chantiers ont déjà été lancés pour être livrés en octobre prochain.

Au cours de cette visite, le wali a inspecté des projets d'entretien

de chemins vicinaux et de wilaya visant au désenclavement d'un certain nombre de zones d'ombre, à améliorer les conditions de vie des citoyens et à relancer le secteur économique.

Dans ce contexte, le wali s'est enquis du projet d'entretien du CW n 77 reliant la commune de Aouf (sud de la wilaya) aux régions du nord de la wilaya de Saïda ainsi que des projets d'entretien du chemin rural n 1

dans la commune de Beniane et du CW n 3 reliant les communes de Oued Taguia et Guerdjoum. Le chef de l'exécutif s'est intéressé aussi au projet de maintenance du chemin rural n 25 dans la commune de Ghris reliant le CW n 12 et la RN 06, le projet d'entretien du chemin communal n 1 dans la commune de Froha et le projet d'entretien du chemin rural n 5 dans la commune d'Aïn Fekkane.

TISSEMSILT

Plus de 226 ha partent en fumée dans 45 incendies depuis le début du mois de juin

Plus de 226 hectares ont été ravagés par le feu dans 45 incendies qui s'étaient déclarés depuis début juin dernier dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris dimanche auprès de la conservation locale des forêts.

Les feux ont détruit 138 ha d'arbres de pin d'Alep, 81 ha de maquis, 4,25 ha d'herbes et 3 ha de végétations diverses. Les forêts de Dachra, Oued Arjam, Souk El-Had et Bousalah, dans la commune de Lardjam, Ain Lalou et Safiyat, à Lazharia, ainsi que les espaces boisés de Béni Chaib et Béni Lahcen, dans les deux communes éponymes sont les zones les plus touchées par les incendies, a ajouté la même source.

Les sinistres ont été circonscrits avec l'exploitation des moyens nécessaires et la participation des agents forestiers et de la protection civile dans le cadre du plan national de lutte contre les incendies de forêts ce qui a évité la propagation des flammes dans les vastes étendues de forêts de la région, a-t-on indiqué de même source.

Depuis début juin dernier à ce jour, il a été constaté une "diminution significative" des superficies de forêts touchées par le feu par rapport à la même période de l'an-



née dernière, qui a déploré 43 incendies ayant détruit 1.212 ha de forêts.

Selon la Conservation locale des forêts, la baisse s'explique par l'efficacité du plan national de lutte contre les incendies de forêts, par la mobilisation de ressources ma-

térielles et humaines importantes de tous les intervenants, ainsi que par l'intervention d'associations locales et de citoyens volontaires. La conservation des forêts a mobilisé cette année quelque 14 équipes mobiles et 947 cadres et agents d'intervention de la protection ci-

vile et des forêts. Huit camions-citernes et six véhicules utilitaires dédiés au transport et aux patrouilles dans les zones forestières, en plus de 92 camions et autres engins relevant des services de la protection civile ont été mis à la disposition des pompiers.

CONSTANTINE

Près d'une centaine d'hectares de végétations proie des flammes en 24 heures

Près d'une centaine d'hectares de couvert végétal, a été ravagé par les feux, ces dernières 24 heures, dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris dimanche auprès des services de la protection civile. Les flammes ont dévasté une superficie jugée "importante" de champs agricoles estimée à 40 hectares dans les communes d'Ain Abid, Didouche Mourad et Ain Smara, a précisé la cellule de la communication et de l'information des mêmes services.

Durant la même journée, une surface similaire (40 hectares), a été également endommagée lors d'incendies signalés dans les dites régions, a-t-on précisé.

La même source a souligné que des feux enregistrés samedi dernier dans les mêmes localités, ont provoqué la destruction de 10 ha de broussailles, 2 ha d'arbres de pin d'Alep, de 2700 m² d'herbes sèches ainsi que 5 arbres deucalyptus.

"Des brigades mobiles de la protection civile

ont été dépêchées sur les lieux des incendies. Les feux ont finalement été maîtrisés et éteints avec la mobilisation de 31 agents, 9 camions d'extinction et une dizaine de véhicules de transmission et d'ambulances", a-t-on expliqué.

Il est à noter que le dispositif anti-incendie 2020, est doté de tous les moyens humains et matériels nécessaires dont une colonne mobile permettant une intervention rapide en particulier dans les zones difficiles d'accès.

Brèves

ADRAR (COMMUNE DE SALI)

Caravane médicale de Solidarité du CRA vers les zones d'ombre

Une caravane médicale de solidarité a pris le départ dimanche vers les zones d'ombre de la commune de Sali (110 km Sud d'Adrar), à l'initiative du Croissant rouge algérien (CRA).

Initiée en coordination avec la commune et des associations locales, la caravane s'est ébranlée de la polyclinique de Sali pour assurer, durant une semaine, des consultations médicales et prodiguer des conseils sur les voies de prévention du nouveau coronavirus (Covid-19), en plus de distribuer des bavettes de protection. Les responsables communaux ont salué cette action de solidarité à laquelle les initiateurs ont impliqué les associations locales et qui cible les populations des districts ksour de la commune de Sali. Aussi, plusieurs opérations bénévoles de sensibilisation ainsi que de nettoyage et de désinfection sont actuellement menées à travers la wilaya d'Adrar, avec l'autorisation de réouverture de certaines mosquées aux fidèles, dans le strict respect des conditions de prévention énoncées par le ministère de tutelle.

EL-BAYADH

Des voies de communication au profit des zones reculées

Une opération a été lancée à El-Bayadh en vue de l'aménagement de voies de communication à travers douze zones d'ombre de la wilaya, a-t-on appris dimanche auprès de la Conservation locale des forêts.

Il s'agit d'une opération visant à aménager des chemins sur une distance de près de 100 kilomètres au profit des habitants des localités de Mokren, Dhaya Cheikh, Echaab Lahmar, El-Bir, Kherraza, Mahdjouba, Terfaya, El-Gaada, Edhefa, Esmira, El-Mekimen et Mekter, a précisé à l'APS le responsable du département des forêts, Kerrouj Djeddid, signalant que ces zones sont réparties à travers sept communes.

Une enveloppe financière de 150 millions DA est consacrée à la concrétisation de ce projet au titre du Fonds national de développement rural. La réalisation est supervisée par l'Entreprise régionale de génie rural pour un délai d'exécution de dix mois, a-t-on indiqué de même source.

La prise en charge des besoins des populations des zones reculées est au cœur des efforts engagés par les autorités locales qui prévoient également de fournir l'énergie électrique par panneaux solaires au profit de 330 foyers de dix localités relevant de sept communes de la wilaya, a-t-on fait savoir. Selon la même source, parmi les dix localités concernées, celles d'El-Gaada et El-Ouinet, abritant 34 foyers, ont déjà bénéficié d'un financement du budget de la wilaya pour être raccordées à cette source d'énergie.

EL-OUED

Des citoyens appellent à mettre fin aux activités suspectes et au trafic de drogue

Des citoyens parmi les habitants de la cité El-Chott, au chef lieu de wilaya d'El-Oued, ont organisé dimanche une action de protestation pour appeler à mettre fin aux activités suspectes dans des zones d'habitation et au trafic de drogue et de psychotropes, a-t-on constaté.

Les protestataires ont bloqué durant plus de trois (3) heures la RN-16 reliant El-Oued aux communes plus à l'Est en allant vers la wilaya de Tébessa, avec des barricades et des pneus enflammés, paralysant ainsi la cir-

culation automobile et piétonne. Ils ont scandé des slogans dénonçant les activités suspectes de plusieurs lieux de débauche dans les zones d'habitation, ainsi que les trafics de drogue, de psychotropes et de boissons alcoolisées qui y sont menés.

Les protestataires ont interpellé le wali d'El-Oued sur "l'urgence" d'une intervention de la force publique, à travers la sûreté et la gendarmerie nationales, à l'effet de mettre fin à ces dépassements qui menacent la sécurité et la stabilité dans la cité susmentionnée et les quartiers environnants.

Des citoyens avaient également protesté samedi soir dans différents quartiers (Nezla, Nour et El-Houria), au centre ville d'El-Oued, pour appeler à "lutter contre les activités suspectes de trafics de drogue, de psychotropes et de boissons alcoolisées."

Dans ce contexte, le Directeur de sûreté de la wilaya, le commissaire divisionnaire Abdelwahab Zabber, a affirmé qu'un plan opérationnel a été arrêté par les services de Police, à travers des descentes dans les foyers de criminalité afin de lut-

ter, à travers le territoire de compétence, contre la criminalité sous toutes ses formes, notamment les trafics de drogue, de psychotropes et de boissons alcoolisées.

Les services de la sûreté nationale ont ainsi opéré, durant le premier semestre de cette année, 286 interventions au niveau de foyers de criminalité, ayant donné lieu à la saisie de 81,4 kilogrammes de drogue ainsi que près de 54.700 comprimés psychotropes et de 138.500 unités de boissons alcoolisées, a-t-il précisé.

LES FORÊTS DE GUELMA

Une échappatoire pour les familles face à la chaleur et l'épidémie

La wilaya de Guelma avec ses forêts couvrant une bonne partie de sa superficie offre aux familles en été une échappatoire face à la canicule et aux tracas de l'épidémie de Covid-19.

Dès le matin, de nombreuses familles issues des grandes villes et des agglomérations prennent la direction des villages et douars de leurs ancêtres dans les campagnes où les enfants découvrent l'infinité des espaces ouverts et les plus âgés retrouvent leurs vieux petits bonheurs d'une vie simple et paisible.

Des forêts de Béni Salah à celles de djebel El Ansal (Oued Zenati) et Bouarbid (Hammam Debagh) en passant par les forêts de Houara et des montagnes Maouna, les familles s'y dispersent spontanément à des distances respectueuses des obligations de distanciation physique, a constaté l'APS lors d'une tournée à travers ces aires forestières verdoyantes et ombragées. Abdelhamid, un retraité, affirme ainsi que les restrictions imposées par les craintes de contamination par le coronavirus du fait de la promiscuité des villes l'ont poussé à changer la destination des sorties familiales du littoral vers son village natal sur les montagnes Houara, dans la commune de Djebala Khemissi à 15 km à l'Est du chef-lieu de wilaya.

"Les longues heures passées par les enfants au douar de leur grand-père, loin des jeux électroniques et de l'espace bleu, leur ont permis de se familiariser avec nombre d'arbres et de plantes dont le caroubier, le chêne-liège, le chêne vert et le basilic, ainsi que des animaux domestiques qu'ils ne voyaient que dans la télévision à l'instar de l'âne, le cheval et le bœuf", confie-t-il.

De son côté, Saïd assure que ses enfants, du fait de la multiplication de ces sorties, "sont devenus des passionnés de la vie à la campagne et insistent à se ren-



dre quotidiennement aux forêts des monts Maouna qui s'élèvent à 1.500 mètres au-dessus du niveau de la mer et se trouvent à peine à 10 km de la ville de Guelma."

Saïd, indique avoir saisi ces occasions d'évasion pour initier ses enfants à certains jeux traditionnels, dont "le fusil au laurier-rose" dont la munition est la scille maritime localement appelée El Ansal, qui est un jeu inoffensif, ou encore El Moglaa et cache-cache.

Des projets pour revivifier les forêts et montagnes

Les projets engagés au cours des précédentes années au profit des petits villages et campagnes, notamment le programme du logement rural, l'ouverture de pistes, le revêtement des routes de montagnes et la création de forêts récréatives ont redonné aux campagnes une dynamique sociale et économique visible.

A ce propos, le wali de Guelma, Kamel Abla, a déclaré à l'APS que la wilaya a accompli de "grands progrès" en matière de développement des zones montagneuses et forestières favorisant la fixation des populations rurales et la dynamisation de la vie économique grâce surtout aux projets de désenclavement et du logement rural.

Entre 2017 et 2019, des actions de réhabilitation de 157,3 km de chemins de wilaya desservant multiples villages et mechtas montagneux ont été financées par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, a fait savoir le même responsable, relevant que d'importantes autres enveloppes financières ont été consacrées à l'ouverture et à l'entretien de 324 km de chemins communaux à travers l'ensemble des 34 communes de la wilaya.

En 2019, pas moins de 91 nouveaux projets de divers pro-

grammes et 40 opérations des programmes communaux de développement ont été inscrits pour l'entretien de chemins communaux et l'ouverture de pistes sur 370 km, en sus de la réhabilitation de 95 km de chemins de wilaya.

La Conservation des forêts a, de son côté, conçu un programme important d'exploitation des aires forestières à des fins économiques, sociales et touristiques, a indiqué le chef du service de protection de la flore de cette institution, Abdelghani Guerboua, qui a rappelé que 31 % de la superficie de la wilaya est couverte de forêts.

Selon la même source, trois aires récréatives ont été aménagées au cours des deux dernières années sur 21 hectares de la forêt Ain Safra (commune de Bendjerah), 22 hectares de la forêt Kehila (commune de Boucheougouf) et 15 hectares de la forêt de Djebel Arbia (commune d'Oued Ze-

nati). La gestion de ces aires a été accordée à trois investisseurs privés. Ces aires récréatives offrent aux visiteurs des jeux pour enfants, des circuits de randonnée et des lieux de repos avec cafés et restaurants alimentés par l'énergie solaire, a souligné le même cadre. La conservation des forêts prépare actuellement les dossiers de six autres forêts récréatives proposées dans les communes de Belkheir, Djebala Khemissi, Bordj Sebat, Ain Benbeidha et Ain Makhoulouf sur une superficie globale de 259 hectares, a indiqué M. Guerboua. Les brigades de la conservation des forêts s'attachent en outre à accompagner durant les week-ends notamment les visiteurs des forêts en quête de détente et de fraîcheur afin de veiller à la protection du couvert végétal contre les incendies et certains comportements nuisibles à l'environnement.



FC Barcelone : presque tout l'effectif est à vendre !



Tout doit disparaître ! C'est le mot d'ordre de la direction barcelonaise, qui a décidé de vendre, ou même de libérer gratuitement, quasiment tout son effectif pour récupérer des liquidités et reconstruire une nouvelle équipe grâce au mercato estival.

Gerard Piqué pendant la rencontre face au Bayern
Journée fondamentale à Barcelone. Après la déculottée historique reçue vendredi (défaite 8-2 contre le Bayern Munich), le club blaugrana doit se réinventer. Et cela commence par une réunion du conseil d'administration ce lundi matin à 11 heures. En attendant de découvrir quelles seront les mesures prises (limogeage de Quique Setién, élections anticipées ou non...), le quotidien Sport lâche une première bombe. Tout ou presque doit dispa-

raître. En effet, seuls quelques joueurs sont désormais considérés comme intransférables.

Les intouchables ? Il s'agit de Lionel Messi (puisque la presse espagnole réfute pour l'instant l'information selon laquelle il a déjà pris la décision de partir), Frenkie De Jong, Riqui Puig, Ansu Fati, auxquels il faut ajouter les dernières jeunes recrues (type Trincão). Tout le reste est à vendre. Et cela fait beaucoup de monde ! Il y a ceux dont le Barça tente déjà de se débarrasser depuis un certain temps, comme Ivan Rakitic ou Arturo Vidal.

200 M€ à récupérer

Le but est clair, il s'agit d'enranger de l'argent, et de se donner une marge de manœuvre bien plus grande que prévu sur le marché des transferts. Ce sont près de 200

M€ que les dirigeants souhaitent récupérer sur ce mercato. Tout cela aurait déjà été établi entre les différentes composantes du club blaugrana. Quitte même à libérer certains joueurs de leur contrat ! En effet, le Barça serait prêt à laisser libre les joueurs ne se sentant plus concernés par le projet.

Cela fait écho à la déclaration de Gerard Piqué juste après la défaite face au Bayern, où il se disait prêt à partir s'il le fallait. Cette stratégie doit être définitivement validée par le conseil d'administration du club et elle sera communiquée à l'arrivée du nouvel entraîneur. Quels sont les joueurs qui vont prendre la poudre d'escampette en premier ? Des offres seraient déjà sur la table pour Rakitic, Junior Firpo, Rafinha et Todibo. Le Barça va bientôt pouvoir entamer son dégraissage massif !

Brèves

FOOT/
TRANSFERT

Leicester City refuse de prêter de nouveau Ghezal à la Fiorentina

Leicester City (Premier league anglaise), aurait refusé de prêter de nouveau l'ailier international algérien Rachid Ghezal à la Fiorentina (Serie A italienne de football), préférant l'option de vendre définitivement son contrat contre un chèque de 10 millions d'euros, rapporte dimanche le site spécialisé Foot Mercato.

Alors que les Toscans tentent de se faire prêter de nouveau le joueur, Leicester n'est clairement pas chaud pour une opération de ce type, même avec des conditions plus avantageuses pour les « Foxes », précise la même source. Le club anglais, qui va avoir du mal à récupérer la somme espérée, jugée trop importante pour les finances du club, tente de mettre la pression sur la Fiorentina. En effet, d'autres formations italiennes dont les noms n'ont pas filtré, séduites par la fin de saison canon de l'international algérien (16 sélections/ 1 but) sont enclins à le récupérer.

Ghezal (28 ans) avait rejoint Leicester en 2018 en provenance de l'AS Monaco contre un chèque de 14 millions d'euros, mais n'a joué que 23 matchs sous le maillot des "Foxes", pour seulement 3 buts. Prêté la saison passée à la Fiorentina, l'ancien sociétaire de l'Olympique lyonnais a connu des premiers mois difficiles avant de devenir l'un des meilleurs joueurs de la "Viola" depuis la reprise, grâce à un repositionnement en 8 dans le 3-5-2 mis en place par Giuseppe Iachini, confirmé dans son poste d'entraîneur pour la saison prochaine.

R.S

CYCLISME/
CRITÉRIUM
DU DAUPHINÉ

Le Colombien Martinez vainqueur de la 72e édition

Le Colombien Daniel Martinez (Education First) a remporté la 72e édition du Critérium du Dauphiné devant les Français Thibaut Pinot et Guillaume Martin, dimanche à Megève.

La cinquième et dernière étape est revenue à l'Américain Sepp Kuss, de l'équipe Jumbo privée le dernier jour de son chef de file, le Slovène Primož Roglic, qui n'a pas pris le départ suite à sa chute de samedi alors qu'il était en tête du classement.

Martinez, cinquième du classement au départ, a renversé la situation dans une étape haletante. Au classement final, il a devancé Pinot de 29 secondes et Martin de 41 secondes.

Dans la dernière étape, qui comportait huit ascensions, le Français Julian Alaphilippe et le Russe Pavel Sivakov ont longtemps ouvert la route. Ils ont été rejoints dans la côte de Domancy par plusieurs contre-attaquants (Pogacar, Lopez, Martinez puis Kuss).

Le Colombien, qui a succédé au palmarès au Danois Jakob Fuglsang, absent cette année, est le troisième coureur de son pays à gagner le Dauphiné.

R.S

"SETIÉN EST DEHORS"

Le Barça commence son ménage

Le président du FC Barcelone, Josep Maria Bartomeu, aurait confirmé le licenciement de Quique Setién à un journaliste de la COPE, dimanche soir, en sortie de réunion. Le club catalan démarre son ménage estival.

Le destin de Quique Setién était déjà scellé avant l'humiliation subie par le FC Barcelone contre le Bayern Munich (2-8) vendredi soir, en quarts de finale de la Ligue des champions. Cette déroute n'a évidemment pas arrangé son cas et lex-coach du Betis va être licencié par le club catalan. Selon un journaliste de la Cadena COPE, Josep Maria Bartomeu aurait craché le morceau dimanche soir, à l'issue d'une réunion avec Eric Abidal et Ramon Planes, secrétaire technique adjoint.

Setién est dehors", aurait lâché le patron des Blaugrana, qui n'échappe pas aux critiques depuis le fiasco de vendredi. Mais le technicien de 61 ans va être, sans surprise, le premier verrou à sauter après cette saison blanche, la première depuis 2014. Arrivé en janvier pour succéder à un Ernesto Valverde à court d'idées, Setién n'a pas réussi à redonner un semblant d'identité à une équipe qui n'en a



plus, et n'a pas été meilleur que son prédécesseur dans la gestion du cas Antoine Griezmann. D'autres sujets très importants seront dé-

battus en début de semaine selon la presse catalane. L'un d'entre eux concernera très certainement Lionel Messi, qui souhaiterait quitter

son club de toujours dès cet été. Les prochains jours s'annoncent très chauds à Barcelone.

R.S

60 MILLIONS + GRIEZMANN

Le Barça veut Neymar coûte que coûte

En plein chantier après l'humiliation reçue face au Bayern Munich (2-8) en quart de finale de Ligue des champions, le Barça s'active désormais sur le mercato. Selon le quotidien Sport, la piste Neymar aurait été réactivée. Antoine Griezmann pourrait être proposé au PSG.

Les premières têtes commencent à tomber au Barça. Si aucune décision n'a encore été officialisée, le président Josep Maria Bartomeu aurait d'ores et déjà confirmé le départ de l'entraîneur Quique Setién, promis à un départ depuis la défaite cinglante face au Bayern Munich (2-8) vendredi soir. La direction sportive (dont le secrétaire technique Eric Abidal) devrait suivre. Concernant l'effectif, départs et arrivées sont à prévoir. Celle de Neymar serait de nouveau envisagée. Neymar vit "son meilleur moment au PSG" Selon le quotidien Sport, le possible come-back

du Brésilien servirait en effet à calmer la gronde actuelle. Mais comment le recruter alors que les finances du club restent pour le moins précaires, surtout en cette période de crise sanitaire ? Le média imagine la première offre suivante : 60 millions d'euros... + Antoine Griezmann.

Remplaçant face au Bayern, le champion du monde pourrait donc servir de monnaie d'échange dans les négociations pour Neymar. Si les négociations il y a. "Je pense que je vis mon meilleur moment à Paris", confiait récemment le Brésilien, auteur d'un match exceptionnel face à l'Atalanta Bergame. L'été dernier, le "Ney" ne cachait pas son envie de retourner à Barcelone. Un an plus tard, est-elle toujours d'actualité ? Le Barça l'espère. Le PSG beaucoup moins.

IBRAHIMOVIC-MILAN Interminables négociations



R.S

Les jours passent, et l'AC Milan n'a toujours pas prolongé Zlatan Ibrahimovic. Alors que les négociations semblaient en bonne voie, elles bloqueraient sur le futur salaire du numéro 21 milanais. L'intéressé réclamerait 7,5 millions d'euros selon La Gazzetta dello Sport, alors que le club lombard lui proposerait 5 millions d'euros + bonus.

LIGUE DES CHAMPIONS (PSG)

Navas forfait contre Leipzig, Gueye très incertain

Paris va devoir se passer de Keylor Navas face à Leipzig. Le club de la capitale française a officialisé le forfait de son gardien, touché à la cuisse droite face à Bergame, dimanche soir. Idrissa Gueye, victime d'une alerte musculaire samedi, est très incertain.

Ce n'était un secret pour personne mais c'est désormais acté : le Paris Saint-Germain va devoir se passer de son gardien titulaire contre Leipzig, mardi (21h00), en demi-finale de la Ligue des champions. Sorti à la 79e minute du quart de finale contre l'Atalanta (2-1), Keylor Navas a été victime d'une lésion au biceps fémoral droit. Il ne sera pas remis à temps pour affronter le club allemand et son forfait a été acté par le club de la capitale dimanche soir. Il sera à nouveau disponible à partir de jeudi, "pour un retour progressif", a indiqué le PSG dans son communiqué. Sergio Rico, sa dou-

blure, défendra la cage parisienne face à la formation de Julian Nagelsmann.

Le forfait de Navas, attendu, reste un coup dur pour le PSG, qui comptait sur l'expérience du triple vainqueur de la Ligue des champions (2016, 2017, 2018), pour décrocher la première qualification en finale de son histoire. D'autant plus qu'après les expériences mitigées de Salvatore Sirigu (2011-2017), Kevin Trapp (2015-2018) ou Alphonse Aréola (2016-2019), le PSG a longtemps tâtonné pour trouver le gardien qui lui permettrait de franchir un cap dans la compétition reine continentale.

Gueye très incertain

Autre problème pour le PSG : la blessure d'Idrissa Gueye. Le Sénégalais n'a pas participé à la séance d'entraînement de dimanche en raison d'une alerte musculaire ressentie sa-

medi à l'entraînement. En cas de forfait d'Idrissa Gueye, titulaire en quart de finale contre Bergame, l'entraîneur allemand du PSG Thomas Tuchel dispose de plusieurs solutions avec Ander Herrera, Leandro Paredes, et Marquinhos. Selon toute vraisemblance, Marco Verratti sera également contraint de déclarer forfait. Il a repris une partie de l'entraînement avec le groupe dimanche, mais l'Italien va être trop court pour être disponible mardi. Angel Di Maria sera lui de retour de suspension et Kylian Mbappé opérationnel pour débiter. Layvin Kurzawa a lui repris l'entraînement collectif samedi. Thiago Silva l'a imité dimanche. Absent du dernier carré de la C1 depuis 1995, Paris a l'occasion de réaliser le meilleur parcours de son histoire dans la compétition européenne en cas de victoire contre Leipzig.

R.S

FOOTBALL

L'ES Sétif signera prochainement la convention tripartite

L'ES Sétif (Ligue 1) signera dans les prochains jours la convention tripartite avec le cabinet d'expertise "Kaizen Academy" et la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) de la Fédération algérienne de football (FAF), a annoncé hier un communiqué de FAF.



Cette décision a été prise, lors de la rencontre, tenue dimanche au siège de la FAF à Dely-Ibrahim (Alger), regroupant le président de la FAF, Khireddine Zetchi, les dirigeants de l'ESS, emmenés par le président de la SSPA "Blacks Eagles", Azzedine Arab et le président du directoire du club, Djaber Zeghlache. "Au cours de la séance de travail, plusieurs sujets ont été abordés et des éclaircissements ont été donnés aux dirigeants de l'Entente en ce qui concerne la dé-

marche entreprise par la FAF, par le biais de la DCGF, pour accompagner les clubs professionnels à se mettre à niveau, notamment sur le plan du management", a indiqué le communiqué de l'instance fédérale. La situation financière du club de la capitale des Hauts plateaux, les dernières décisions du bureau fédéral et les perspectives liées à la prochaine saison 2020/2021 ont été également au menu des discussions entre le premier responsable de la FAF et les dirigeants Ententistes, dans une am-

bianche apaisée et cordiale. La réunion a vu la présence du secrétaire général de la FAF, Mohamed Saad et le premier responsable de la Direction de contrôle de gestion et des finances des clubs professionnels (DCGF), Réda Abdouche. Sept clubs de la Ligue 1 ont signé jusque-là la convention tripartite. Il s'agit du MC Alger, du CR Belouizdad, de l'AS Ain M'illa, du NC Magra, de l'USM Bel-Abbès, du Paradou AC et récemment de l'USM Alger.

R.S

BADMINTON (CHAMPIONNATS ARABES SENIORS)

L'Algérie hôte de l'édition 2021

L'Union arabe de badminton a attribué à l'Algérie l'organisation de l'édition 2021 de ses Championnats (seniors/messieurs), à l'occasion de son Assemblée générale ordinaire (AGO), tenue le week-end dernier, en mode visioconférence, par mesure de prévention contre la pandémie du coronavirus (COVID-19), a annoncé l'instance arabe sur sa page Facebook. De son côté, l'Arabie Saoudite a hérité de l'organisation des Championnats arabs des moins de 19 ans, alors que le Koweït abritera les championnats arabes des U13, U15 et U17. Concer-

nant les championnats arabes de parabadminton, ils se dérouleront dans un pays qui reste encore à désigner, "entre Bahreïn et les Emirats arabes unis" a encore précisé l'Union arabe. Quatorze (14) nations ont participé à cette AGO, tenue pour la première fois de son histoire en mode visioconférence, à savoir : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Koweït, Sultanat d'Oman, Liban, Tunisie, Egypte, Irak, Jordanie, Palestine, Soudan, Libye et Syrie, alors que trois autres nations : le Maroc, Djibouti et la Mauritanie étaient absentes.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 - PARADOU AC

Le Portugais Francisco Alexandre Chalo quitte la barre technique

L'entraîneur portugais Francisco Alexandre Chalo, a quitté la barre technique du Paradou AC, suite à la décision du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football de ne pas prolonger son contrat, a appris l'APS hier auprès du club algérois. Arrivé en 2018 en remplacement de l'Espagnol Josep Maria Nogués, Francisco Alexandre Chalo (56 ans) aura ainsi passé deux saisons avec le PAC, marquées notamment par une participation en phase de poules de la

Coupe de la Confédération (CAF) lors de la précédente édition. Selon la même source, la direction du Paradou, devenu un exemple dans le domaine de la formation, est en contact avec un entraîneur français qui a déjà exercé en Algérie. Le PAC a terminé la saison 2019-2020, suspendue en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), à la 10^e place au classement en compagnie de l'USM Bel-Abbès avec 26 points chacun.

R.S

Brèves

LUTTE / ALGÉRIE

Reprise demain des entraînements de l'élite nationale

Les athlètes des équipes nationales juniors et seniors (garçons et filles) reprendront les entraînements demain avec la programmation de deux stages aux Centres de préparation de Souidania (Alger) et de Tikjda (Bouira), indique hier la Fédération algérienne des luttes associées (FALA). Le premier stage se déroulera du 19 au 21 août au Centre de regroupement et de préparation des équipes nationales à Souidania (Alger), alors que le second aura lieu du 22 août au 11 septembre au Centre national des sports et des loisirs de Tikjda (Bouira), précise l'instance fédérale. Le staff technique national, composé des entraîneurs Bendjedaa Maazouz, Aoune Fayçal, Benrahmoune Mohamed, a convoqué 31 athlètes à ces deux regroupements qui marqueront la reprise des entraînements. Les athlètes de l'élite préparent les prochaines échéances dont le tournoi qualificatif aux Jeux olympiques 2021 de Tokyo, prévu le mois de mars 2021 à El Jadida (Maroc). Conformément aux recommandations du ministère de la Jeunesse et des Sports, en collaboration avec le Comité scientifique de suivi de la pandémie de coronavirus et le Centre national de médecine du sport (CNMS), "la FALA a programmé plusieurs stages de préparation au niveau des Centres de préparation de Souidania (Alger) et de Tikjda (Bouira). A cet effet, l'instance fédérale a autorisé la reprise des stages et de regroupements avec le strict respect du protocole sanitaire. L'ensemble des activités sportives, toutes disciplines confondues, sont suspendues en Algérie depuis le 16 mars dernier en raison du COVID-19.

R.S

FOOT/ LIGA ESPAGNOLE (FC BARCELONE)

Koeman en pole position pour succéder à Setién

La direction du FC Barcelone (Liga espagnole de football) aurait jeté son dévolu sur le technicien néerlandais Ronald Koeman pour succéder à l'Espagnol Quique Setién sur le banc des "Blaugrana", trois jours après la lourde défaite concédée face aux Allemands du Bayern Munich (8-2), en quarts de finale de la Ligue des champions, rapportent hier conjointement les deux médias Sky Sports et ESPN. Le club catalan semble avoir vite réagi pour trouver le successeur de Quique Setién. Selon les informations de Sky Sports et ESPN, le vice-champion d'Espagne, qui n'a remporté aucun titre en 2019-2020, aurait choisi Ronald Koeman, le sélectionneur des Pays-Bas depuis 2018 et ancien défenseur du Barça (1989-1995). Le technicien de 57 ans disposerait d'une clause dans son contrat établi avec la fédération néerlandaise qui lui permettrait de devenir entraîneur du FC Barcelone. En concurrence pour le poste avec l'Argentin de Mauricio Pochettino et le Français Laurent Blanc, Ronald Koeman est une légende du club catalan. En 1992, c'est lui qui a offert, en prolongation, la toute première Ligue des champions aux "Blaugrana", opposés ce jour-là à la Sampdoria Gênes (1-0). L'ex-entraîneur de l'Ajax Amsterdam (2001-2005) ou encore d'Everton (2016-2017), reste la priorité de la direction barcelonaise. Hier, le quotidien espagnol Sport annonce que Josep Bartomeu négocierait personnellement avec lui. S'il venait à s'installer sur le banc du FC Barcelone, un chantier énorme attendrait Koeman. L'entraîneur néerlandais devrait notamment gérer le cas Lionel Messi, secoué par la lourde défaite lors du "Final 8" et qui envisagerait un départ, Luis Suarez, dont le nom est annoncé à l'Ajax Amsterdam, ou Antoine Griezman, qui n'a pas réussi à s'imposer cette saison.

R.S

HANDISPORT (JP2021)

"La reprise doit être progressive et en deux étapes"

Le médecin de la Fédération algérienne handisport (FAH), le Dr Abderrahmane Ghilaimi, a indiqué que la reprise de la préparation des athlètes, qualifiés et qualifiables aux Jeux paralympiques de Tokyo, doit être progressive et se faire en deux étapes. Lors d'une rencontre en visioconférence, initiée par le Directeur technique national (DTN), Mokhtar Gouasmi, au profit des entraîneurs nationaux, le médecin fédéral a passé en revue le protocole sanitaire arrêté dans la situation du coronavirus (Covid-19) et exigé pour la reprise des entraînements pour les athlètes qualifiés et qualifiables aux Jeux olympiques et paralympiques-2021. "La reprise doit se faire, tout d'abord, par petits groupes, avant de pouvoir programmer des entraînements collectifs, le tout, évidemment dans le respect des conditions sanitaires et

surtout la distanciation et les mesures d'hygiène requises", a expliqué Ghilaimi, précisant qu'un arrêt d'activités au-delà de quatre semaines provoque une chute importante dans les performances d'endurance de l'athlète. La préparation mentale des athlètes a été entamée par la psychologue du CNMS, Dr Karima Hadj Arab, qui a déjà pris attache avec quelques athlètes individuellement pour les préparer à la reprise sportive. Si pour les disciplines individuelles, la reprise ne pose pas beaucoup de problèmes, ce n'est pas le cas pour le handi-basket et le goal-ball (deux disciplines qualifiées aux JP-2021 pour les hommes et les dames). "La commission médicale du CNMS a effectué une visite d'inspection aux différentes infrastructures sportives relevant de la tutelle, mais les sites (El Bez/Sétif et Chlef), retenue par la FAH ne l'ont pas encore été pour

le moment. Donc, la possibilité d'une reprise est retardée", a fait savoir le DTN, Mokhtar Gouasmi. Par ailleurs, il a regretté l'absence de la majorité des entraîneurs nationaux à cette réunion. Il est à rappeler que le handisport algérien a réussi à qualifier 51 athlètes dont 14 en athlétisme, un en powerlifting et les sélections (messieurs et dames) du handi-basket et goal-ball, aux Jeux paralympiques de Tokyo, programmés du 24 août au 5 septembre 2021 en raison de la pandémie de Covid-19. La FAH espère en qualifier d'autres athlètes, en athlétisme, judo et en powerlifting. Plusieurs athlètes de ces disciplines auront la chance de prendre part à des compétitions qualificatives inscrites au calendrier de l'IPC, juste après l'amélioration de la situation sanitaire dans le monde.

R.S

Brèves

NOUVELLE-ZÉLANDE

Les élections reportées de quatre semaines

Les élections générales en Nouvelle-Zélande sont reportées de quatre semaines en raison d'un rebond de la pandémie de coronavirus, a annoncé lundi la Première ministre Jacinda Ardern. Les élections, qui devaient avoir lieu le 19 septembre, sont reportées au 17 octobre. "Cette décision donne à tous les partis le temps de faire campagne au cours des neuf prochaines semaines et donne à la Commission électorale assez de temps pour assurer qu'une élection peut se tenir", a déclaré Mme Ardern.

MÉDITERRANÉE ORIENTALE

L'UE appelle Ankara à cesser "immédiatement" ses recherches de gaz

Le chef de la diplomatie de l'Union européenne Josep Borrell a appelé dimanche Ankara à cesser "immédiatement" ses recherches de gisements gaziers en Méditerranée, après l'annonce par la Turquie d'une extension de ses activités de forage. L'annonce d'Ankara accroît "regrettablement les tensions et l'insécurité", souligne Josep Borrell dans un communiqué publié par ses services. Sur fond de tensions en Méditerranée orientale, cette annonce "sape les efforts pour reprendre le dialogue et les négociations" et s'oppose à la désescalade qui est "la seule voie vers la stabilité et des solutions durables comme l'ont redit les ministres des Affaires étrangères vendredi", lors d'une réunion à distance des chefs de la diplomatie des Etats membres. Samedi, le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré que la Turquie n'entendait pas céder face aux menaces de sanctions et que le pays allait poursuivre des études sismiques dans une zone de Méditerranée orientale que se disputent Ankara et Athènes. "Nous ne reculerons pas devant le langage de sanctions et de menaces", a déclaré M. Erdogan. "Sur cette question, notre pays a entièrement raison et nous allons défendre nos droits en utilisant tous les moyens à notre disposition", a déclaré le chef de l'Etat turc lors d'un discours retransmis à la télévision. Ces déclarations interviennent alors que les tensions se sont renforcées en Méditerranée orientale, où la découverte ces dernières années d'importants gisements gaziers a aiguisé l'appétit des pays riverains.

NIGER (DANS L'EXTRÊME SUD-EST)
L'armée libère une dizaine d'otages de Boko Haram



Au moins onze civils, dont des femmes et des enfants, détenus par le groupe terroriste Boko Haram, ont été libérés au Niger à la suite d'une opération militaire dans la commune de Gueskéro, dans la région de Diffa (extrême sud-est) proche de la frontière avec le Nigeria, a rapporté dimanche la

télévision publique nigérienne. Ce sont des militaires nigériens de la force multinationale mixte basée à Diffa qui ont mis en déroute les terroristes et libéré les otages, peu avant le paiement d'un rançon d'environ deux millions de francs CFA (soit 3.600 dollars) exigée par les ravisseurs auprès de leurs familles,

a précisé la même source. Les otages libérés ainsi qu'une importante quantité d'armes et de munitions, des téléphones portables et des stupéfiants saisis au cours de l'opération ont été remis aux autorités régionales. Les prises d'otages avec demande de rançon par des ban-

dités armés sont monnaie courante dans cette partie du Niger, qui subit depuis 2015 des attaques à répétition de la nébuleuse Boko Haram à partir de ses positions nigériennes. Ces attaques ont fait des centaines de victimes civiles et militaires nigériens ainsi que des milliers de déplacés au Niger et au Nigeria.

BARRAGE SUR LE NIL

Les parties impliquées feront leurs propositions aujourd'hui

Le Soudan, l'Egypte et l'Ethiopie présenteront aujourd'hui chacun leur projet d'accord sur la gestion du barrage construit par Addis-Abeba sur le Nil bleu, a annoncé dimanche Khartoum après une nouvelle réunion virtuelle des parties impliquées. "Chaque pays présentera ses propositions avec l'objectif d'aboutir à un document unique", a précisé le ministre soudanais de l'Irrigation et de l'Eau. Cette décision a été prise dimanche lors d'une visioconférence qui a réuni Les ministres des Affaires étrangères et des Ressources hydrauliques des trois pays sous l'égide de l'Afrique du sud, qui assure la présidence en exercice de l'Union africaine (UA). Samedi, l'Egypte et le Soudan avaient affiché leur "optimisme" sur l'issue des négociations avec l'Ethiopie. Ces tractations entamées il y a plusieurs mois avaient été suspendues

deux semaines à la suite de l'exigence d'Addis-Abeba de lier la gestion du barrage à une renégociation sur le partage des eaux du Nil bleu. Addis-Abeba estime que le Grand barrage de la Renaissance (Gerd) est essentiel à son développement économique et à son électrification, tandis que Khartoum et Le Caire craignent que le futur plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique, haut de 145 mètres, ne restreigne leur accès à l'eau. "Il est important d'arriver à un accord qui garantisse les droits et les intérêts des trois pays selon l'accord de principe qu'ils ont signé en mars 2015", considèrent le Soudan et l'Egypte. Ils insistent sur le fait que "les trois pays doivent être engagés par un accord qui doit inclure un mécanisme pour résoudre les disputes qui pourraient survenir" entre eux.

ESPAGNE

Des centaines de manifestants anti-masque à Madrid

Aux cris de "Liberté !", des centaines de personnes se sont rassemblées dimanche à Madrid pour protester contre le port obligatoire du masque et d'autres restrictions imposées pour lutter contre la pandémie de coronavirus. La foule, mobilisée par les réseaux sociaux, s'est rassemblée sous le drapeau espagnol géant qui décore la place Colon, dans le centre de la capitale. Les manifestants portaient des pancartes qui proclamaient entre autres "Le virus n'existe pas", "Le masque tue" ou "Nous n'avons pas peur!". De nombreux manifestants ne portaient pas de masques, bien que ce soit obligatoire en public en Espagne. Le port du masque a été d'abord imposé début mai dans les transports en commun puis a été élargi dans un pays où le nombre de mort approche les 29.000. Cette manifestation intervient deux jours après que le gouvernement a annoncé de nouvelles restrictions, dont la fermeture des discothèques et l'interdiction de fumer là où il est impossible de se tenir à moins de deux mètres les uns des autres.

COLOMBIE

Au moins neuf jeunes tués dans le sud-ouest du pays

Au moins neuf jeunes ont été tués par des inconnus dans le département colombien de Nariño, à la frontière avec l'Equateur, quelques jours seulement après l'assassinat de cinq adolescents à Cali, la principale ville du sud-ouest du pays caribéen, ont rapporté dimanche les médias locaux. Selon le gouverneur de Nariño, Jhon Rojas, une "incursion d'hommes armés" dans une zone rurale de la commune de Sa-

maniego a fait "neuf morts et d'autres blessés". Les assassinats ont été perpétrés dans le village de Santa Catalina où, selon des versions non officielles, les jeunes se trouvaient dans une maison de campagne. Le gouverneur a assuré que la présence de groupes armés dans le département viole le droit international humanitaire (DIH) et "plonge la communauté dans la terreur". "Nos condoléances aux proches des huit

jeunes assassinés la nuit dernière à Samanigo, également à la famille d'un adolescent tué dans la matinée. Nous avons enregistré plus de 20 homicides à Samanigo en deux mois", a déclaré Rojas dans les réseaux sociaux. De son côté, le président colombien, Ivan Duque, a condamné le massacre et assuré que depuis dimanche, l'armée et la police sont sur place pour enquêter sur ces malheureux événements.

TUNISIE

La composition du gouvernement sera révélée la semaine prochaine

Le chef du gouvernement désigné, Hichem Mechichi, a de nouveau rencontré les chefs des partis politiques et blocs parlementaires dans le cadre des concertations sur la formation du prochain gouvernement dont la composition devrait être annoncée d'ici la fin de la semaine prochaine, a rapporté hier la presse tunisienne citant des sources concordantes.



Hichem Mechichi a reçu dimanche le chef du mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi, le président de Qalb Tounes, Nabil Karoui ainsi que des représentants du Courant Démocratique et du Bloc Démocrate. A cette occasion, Mechichi a précisé que les consultations qui devraient s'achever officiellement le 25 août prendront fin ce jeudi, a-t-on précisé de mêmes sources. Selon les médias tunisiens, M. Mechichi a réaffirmé sa "détermination à former un gouvernement de compétences indépendantes", assurant que la nouvelle formation sera présentée aux partis et blocs parlementaires avant qu'elle ne soit annoncée officiellement. Il a ajouté que les partis et blocs parlementaires auront ainsi la possibilité

de "mettre en question l'indépendance ou l'intégrité des futurs ministres avant la confirmation de leur nomination". Mechichi devrait présenter la composition de son gouvernement au président Kais Saïed d'ici la fin de la semaine, a fait savoir le secrétaire général du Mouvement du peuple, Zouhair Maghzaoui, en marge d'une réunion qui s'est tenue à Dar Dhiafa toujours dans le cadre des consultations pour former le gouvernement. Selon lui, Mechichi tient toujours à former un gouvernement de compétences indépendantes. Selon les médias locaux, des partis politiques comme Tahya Tounes ou des coalitions parlementaires comme la réforme nationale ou la Coalition patriotique ont annoncé leur soutien au gouvernement de compétences to-

talement indépendantes des partis politiques, tout en sachant qu'ils ne lui réunissent pas la majorité dont il a besoin. D'autres, en premier lieu le mouvement Ennahdha, tout en insistant sur un gouvernement d'unité nationale sur la base des élections législatives de fin 2019, "se prépare ou plus précisément a appelé sa base à se mobiliser en vue d'éventuelles législatives anticipées". Quant au PDL, qui a le vent en poupe avec les 35,9% de voix que lui accorde le dernier sondage d'opinion, il se contente pour le moment d'annoncer, par la voix de sa présidente Abir Moussi, que "ses députés accorderont leur confiance au gouvernement Mechichi" au cas où il maintiendrait sa promesse de ne désigner aucun ministre appartenant à un quelconque parti parmi son équipe ministérielle.

Les concertations pour la formation du nouveau gouvernement tunisien ont débuté lundi 27 juillet. Mechichi s'est entretenu, depuis, avec des experts dans le domaine de l'économie, des personnalités nationales et politiques, ainsi que des représentants des blocs parlementaires et des élus indépendants du parlement. Il a clôturé la série d'entretiens de la semaine dernière par des entrevues avec les anciens chefs de gouvernement et présidents de la république. La Constitution accorde au chef du gouvernement désigné un délai d'un mois, à partir de la date du 26 juillet le cas échéant, pour former son gouvernement et le présenter à l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP, Parlement) pour un vote de confiance.

R.I

YÉMEN

Un officier et dix soldats tués dans des combats

Un officier supérieur de l'armée gouvernementale et dix soldats ont été tués dans des combats avec des éléments armés du mouvement "Ansarullah" (Houthis) au nord-est et à l'est de la capitale yéménite Sanaa, ont indiqué lundi des responsables militaires et des sources médicales. L'armée a lancé dimanche une "contre-offensive" dans la province de Jawf, au nord-est de Sanaa, avec l'intention de reprendre aux Houthis des positions qu'ils ont occupées en mars dernier, a expliqué un responsable militaire loyal-

liste. Début mars, les Houthis se sont emparés de nombreuses positions dans cette province, notamment la ville d'Al-Hazm, son chef-lieu. Au cours des combats de dimanche, le général Mohammed Ali Roqn, qui commande la 122e brigade de l'armée yéménite et huit de ses soldats ont été tués, selon des responsables militaires et des sources médicales. Les Houthis ont subi de leur côté des pertes, ont affirmé les responsables militaires, sans avancer de bilan précis. Le vice-président yéménite, Ali Mohsen al-Ahmar, a confirmé la mort de l'offi-

cier, dans une déclaration citée par l'agence Saba, dans laquelle il a affirmé que le général "Roqn est tombé en conduisant les opérations militaires sur les fronts de la province de Jawf". En outre, deux soldats ont été tués et quatre autres blessés dans le tir d'une roquette par les Houthis contre un QG de l'armée dans la ville de Marib, chef-lieu à la province de même nom à l'est de Sanaa, selon les mêmes responsables militaires. La province est contrôlée en partie par les forces du gouvernement et les Houthis tentent depuis des mois de s'en emparer. Le conflit au Yémen

oppose le gouvernement, reconnu par la communauté internationale et appuyé depuis 2015 par une coalition militaire menée par l'Arabie saoudite, aux Houthis, qui contrôlent des régions du nord et de l'ouest du pays ainsi que la capitale Sanaa depuis 2014. La crise a fait des dizaines de milliers de morts, essentiellement des civils, d'après diverses organisations humanitaires. Quelque 24,1 millions de personnes, soit plus des deux tiers de la population, ont besoin d'assistance d'après l'ONU.

R.I

Brèves

SITUATION AU BÉLARUS

Sommet extraordinaire de l'UE demain

Un sommet extraordinaire des 27 dirigeants de l'UE par visioconférence se tiendra demain et sera consacré à la situation au Bélarus, a annoncé lundi le président du Conseil européen, Charles Michel. "En raison de l'aggravation des tensions", M. Michel a décidé de convoquer ce sommet "dès mercredi par visioconférence", a indiqué pour sa part une source européenne. Le sommet débutera mercredi à 12H00 (10H00 GMT). Initialement, la situation devait être évoquée fin août à Berlin lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE, mais la crise s'est encore aggravée, soulignent des médias. L'Allemagne, qui assure la présidence de l'Union européenne, a menacé d'étendre les sanctions déjà décidées contre des responsables du Bélarus, après les violences contre les manifestants réclamant le départ de M. Loukachenko à la suite à sa réélection contestée. L'Union européenne a décidé vendredi de "sanctionner la répression" au Bélarus lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères européennes. Une liste de personnes accusées d'avoir "organisé et procédé à la répression" au Bélarus va être établie et sera soumise pour approbation aux Etats membres, ont également décidé les ministres. Quatre personnes sont déjà interdites de séjour dans l'UE et leurs avoirs ont été gelés depuis 2016. Les nouveaux noms s'ajoutent à cette liste.

R.I

SOUDAN/VIOLENCES

Levée partielle du couvre-feu à Port Soudan

Les autorités de l'Etat de la mer Rouge (Soudan) ont procédé à la levée partielle du couvre-feu décrété à Port Soudan et l'ouverture du passage de Shalateen fermé en raison de violences intercommunautaires, ont rapporté des médias soudanais. Selon l'agence de presse (Suna), le Gouverneur (Wali) de l'Etat de la mer Rouge, Abdullah Shingrai, a promulgué dimanche un décret portant sur la levée partielle du couvre-feu imposé à la ville de Port Soudan et l'ouverture du passage de Shalateen. Le Gouverneur a rendu une autre décision sur la mise en place d'une commission d'enquête sur les récents incidents à Port Soudan, sur la côte de la mer Rouge. Depuis dimanche, 9 août, cette ville connaît une augmentation des attaques entre tribus qui ont déjà coûté la vie à 25 personnes pour le moment. En outre, des dizaines de personnes ont été blessées. Le porte-parole du Comité Central des Médecins du Soudan a confirmé les 25 victimes alors que le nombre de blessés s'élève à 78.

R.I

SYRIE

Un militaire syrien tué dans une attaque de drone américaine

Un militaire syrien a été tué et deux autres blessés dans une attaque de drone américaine contre des positions de l'armée gouvernementale syrienne dans le nord-est de la Syrie, rapporte lundi l'agence de presse syrienne (Sana). "L'attaque d'un drone américain contre des positions de l'armée syrienne près de la ville de Qamishli (gouvernorat de Hassaké), a fait un mort et deux blessés du côté syrien", précise l'agence Sana. "Le drone a frappé un poste de contrôle de l'armée près de la localité de Tell Zahab au sud-est de Qamishli", selon la même source. L'attaque a eu lieu après que les soldats dans un "checkpoint ont empêché le passage d'une patrouille américaine", a-t-on précisé. C'est le premier incident meurtrier depuis six mois dans cette région, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les forces du gouvernement syrien sont déployées dans le nord syrien pour combattre les groupes terroristes. Une coalition des "Forces démocratiques syriennes (FDS)", dominées par des combattants kurdes, mais aussi les forces de la coalition internationale sous commandement américain sont également présentes dans la région.

R.I

SOMALIE

16 morts et des blessés dans l'attaque d'un hôtel

Au moins 16 personnes, dont un officier de police, ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans l'attaque d'un hôtel balnéaire par le groupe terroriste "shebab" dimanche soir en Somalie, rapportent lundi des médias citant des sources concordantes. Le porte-parole du gouvernement, Ismael Mukhtar Omar, a déclaré que cinq éléments terroristes "shebab" avaient également été tués par les forces de sécurité quand les assaillants ont attaqué l'hôtel Elite de la plage du Lido. "Le nombre total de victimes de l'attaque de l'hôtel

Elite est de 16. Cinq des 16 personnes tuées étaient des assaillants, alors qu'un officier de police a été tué dans l'opération de secours", a déclaré M. Omar dans un communiqué. L'attaque a également coûté la vie à deux hauts responsables des ministères de l'Information et de la Défense. M. Omar a déclaré que 18 personnes avaient été blessées alors qu'une organisation médicale, les ambulances Aamin, avait plus tôt déclaré que 28 personnes blessées dans l'attaque avaient été hospitalisées. Le responsable du gouvernement a déclaré que les forces spéciales somaliennes avaient secouru 205

personnes dans l'hôtel, dont son propriétaire, un parlementaire. Il a déclaré qu'une enquête était en cours pour établir comment les terroristes avaient réussi à entrer dans cet hôtel fortifié, récemment rouvert et fréquenté par des hauts fonctionnaires des ministères du gouvernement. L'attaque a été lancée dimanche après-midi après que les terroristes eurent fait exploser une voiture ayant détruit les portes de l'hôtel avant de prendre d'assaut le bâtiment. Les forces spéciales sont immédiatement arrivées sur place et ont entrepris des opérations de secours.

R.I

100 MILLIONS D'HABITANTS

Cette bombe démographique qui menace l'Égypte

Vingt-six millions d'habitants en 1960, 55 en 1990, 100 aujourd'hui, 200 millions dans moins d'une génération : l'Égypte ploie sous le poids de sa surpopulation. Ses terres arables sont trois fois moins étendues que celles de la Tunisie pourtant dix fois moins peuplée, et les eaux du Nil lui sont désormais disputées en amont par l'Éthiopie et le Soudan.

Avec environ 2,5 millions d'Égyptiens supplémentaires chaque année, le chiffre des 100 millions d'habitants est atteint durant l'année fiscale de juillet 2018 à juin 2019.

La « contre-transition démographique », pour reprendre l'expression de Youssef Courbage, un spécialiste reconnu des questions de population, s'accélère ; les autorités égyptiennes n'attendaient le niveau retenu par la CIA qu'en 2025. L'indice de fécondité a augmenté de 17 % entre 2005 et 2012, et une véritable explosion des mariages s'est produite, plus de 90 % des Égyptiennes étant mariées à 19 ans. On assiste à un véritable youth bulge (« gonflement » du nombre de jeunes dans la pyramide des âges), avec un âge médian (qui sépare la population en deux parts égales) de 25,3 ans contre, par exemple, 40 ans en France. La population a doublé entre 1960 et 1990, puis à nouveau entre cette date et 2019. Dans 30 ans, à ce rythme, elle atteindra 200 millions d'habitants !

Face à ce tsunami nataliste, la terre et l'eau nécessaires à la survie de ces 100 millions d'Égyptiens stagnent ou même régressent. La superficie du pays est à 96,5 % aride, l'Égypte compte à peine 2,8 millions d'hectares de terres agricoles, soit 6,5 fois moins que la France, deux à trois fois moins que l'Algérie ou la Tunisie — dix fois moins peuplée. L'urbanisation dévore chaque année des milliers d'hectares malgré les dizaines de villes nouvelles construites dans le désert depuis Gamal Abdel Nasser (1918-1970) par chaque nouveau raïs et qui restent aux trois quarts vides. Au moins 1,6 million de mal-logés attendent désespérément un logement.

La situation pour l'eau est encore plus critique. Depuis l'accord égypto-soudanais « sur les eaux du Nil » signé à Londres en 1959 sous l'égide du gouvernement britannique, l'Égypte a droit à 70 % des eaux du Nil, le Soudan et le Sud-Soudan à 20 %, tandis que les autres pays riverains (Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Burundi et Tanzanie) se partagent le reste. Sur un flux théorique annuel de 84 milliards de mètres cubes (m³) marqué par une très grande instabilité — en 1879, le Nil a charrié 137 milliards de m³, à peine 45,5 milliards en 1913, mais 84 milliards en 1959, année de l'accord de Londres —, l'Égypte a droit à 55,5 milliards de m³. La construction en amont de quatre barrages destinés à contrôler le Nil bleu, principal apporteur d'eau au Nil, compromet le partage historique.

À lui seul, l'un des quatre barrages, le Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) aura une retenue de 74 milliards de m³, soit plus que la part annuelle de l'Égypte. À quel rythme sera-t-il rempli ? En trois ans, comme le proposent les Éthiopiens, ou en douze comme le de-



mandent les Égyptiens ? Produira-t-il de l'électricité au fil de l'eau ou retiendra-t-il l'eau pour irriguer les campagnes d'un pays également peuplé de plus de 100 millions d'habitants ? L'article 2 de l'accord de 1959 évoque seulement le développement économique qui couvre ces deux emplois des eaux du Nil. Le Caire gardera-t-il le droit de prélever ses 55,5 milliards ? Autant de questions en suspens sur un sujet capital pour la survie du pays... Le nouveau premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, en place depuis le 2 avril 2018, s'est montré jusqu'ici moins intransigent que ses prédécesseurs, les difficultés actuelles du chantier amenant sans doute les nouveaux dirigeants éthiopiens à plus de réalisme, un accord serait en vue sur une période de remplissage de 4 à 7 ans en fonction des pluies et du débit du fleuve le plus long du monde.

En plus des eaux du Nil, le pays bénéficie d'un peu moins de 20 milliards de m³ tirés des nappes phréatiques, du recyclage des eaux usées et de la pluie. Au total, les ressources (73,2 milliards de m³ en 2010) couvrent à grand-peine les besoins de l'agriculture (62,35 milliards en 2016), de la population (10 milliards), de l'industrie (1,2 milliard), sans parler de l'évaporation (2,5 milliards). L'eau, qui va principalement à l'agriculture, sert à irriguer 3,24 millions d'hectares (ha) dont 90 % sont situés sur les rives du Nil et dans son delta, à peine 150 000 ha ailleurs. Un million d'ha supplémentaires pourraient être mis en valeur, mais il manque l'essentiel : l'eau.

Une insécurité alimentaire ruineuse

Selon l'attaché agricole de l'ambassade américaine au Caire, la récolte de blé devrait en 2018-2019 stagner à 8,45 millions de tonnes et les im-

portations augmenter de 1,62 % à 12,5 millions de tonnes, soit 60 % de la consommation totale de blé de l'Égypte qui en est le premier importateur au monde, la Russie et l'Ukraine ayant détrôné la France et les États-Unis comme ses principaux fournisseurs.

Pour le maïs, qui nourrit deux industries majeures : le lait et la viande blanche (volailles), en voie de modernisation rapide, la proportion est la même. Cette dépendance expose le pays à une double vulnérabilité : d'abord les prix mondiaux des céréales sont très fluctuants, comme on l'a vu ces dernières années, et les chocs sur les marchés internationaux se transmettent sur les prix ingérents en Égypte même, au détriment des 60 % de la population classée pauvre ou à la limite de la pauvreté. Ensuite, il faut pouvoir payer en devises ces achats, ce qui exige des finances publiques saines, une balance des paiements robuste et des réserves de devises conséquentes. Toutes choses qui n'existent pas en Égypte à l'heure actuelle. Les produits alimentaires représentent en gros la moitié des importations de biens du pays, soit environ 10 milliards de dollars sur 20.

Tous les Égyptiens ne sont pas logés à la même enseigne devant l'insécurité alimentaire. Un nombre croissant d'entre eux n'ont pas les moyens d'acheter leur subsistance. Si l'Égyptien moyen consacre 40 % de ses revenus à l'alimentation, les plus pauvres dépassent largement 50 %. La pauvreté a augmenté de 40 % au cours de la dernière décennie et affecte, selon la Banque mondiale, un bon tiers de la population, plus un autre tiers qui est juste au-dessus du seuil de pauvreté national (1,65 euros par jour). À chaque hausse brutale des prix mondiaux ou forte dévaluation de la livre égyptienne comme en novembre 2016, la malnutrition s'aggrave, surtout chez les

enfants, et l'Égypte détient le douteux record mondial de l'alimentation la plus fournie en calories, régime qui mène souvent à l'obésité.

Manque de moyens pour faire face

Les autorités ont tenté de réagir. « Deux dangers menacent l'Égypte. Si le terrorisme en est un, le principal obstacle reste le taux élevé de la croissance démographique », s'est exclamé le maréchal-président Abdel-Fattah Al-Sissi, le 26 juillet 2017, jour de la fête nationale, devant la 4e conférence nationale de la jeunesse à Alexandrie. En 2014, Khalid Al-Hanafi, nouveau ministre de l'approvisionnement et du commerce intérieur, a voulu réformer le système de subventions du pain pour réduire le gaspillage et le coût de l'opération pour le trésor public. Si chaque Égyptien a droit à 150 pains traditionnels baladi par mois vendus au dixième de son prix de revient, les 6 millions qui ne consomment pas leur ration peuvent désormais acheter des points qui leur permettent de se procurer 44 produits de consommation également subventionnés dans 27 000 boutiques agréées et dans 1 250 magasins d'État. L'expérience n'est pas concluante. Coût supplémentaire de cette facilité en 2017-2018 : près de 300 millions de dollars. En mars 2015, le ministre espérait une baisse de la demande de 15 à 20 % et des importations de 20 à 30 %. Trois ans après, c'est la hausse qui est au rendez-vous et le pays importe autant de blé que les 28 pays de l'Union européenne. Si les subventions aux carburants ont baissé, la très forte dévaluation de novembre 2016 a boosté celles des produits alimentaires. Maigre réconfort pour les réformateurs, ils ont évité à Abdel-Fattah Al-Sissi les émeutes de la faim, notées dans le sang en 1977 par Anouar El-Sadate et par Hosni Moubarak en 2008.

L'autre piste suivie a été l'intensification des cultures pour récolter plus de blé par hectare. Meilleur emploi de l'eau, plus de semences à haut rendement, prix d'achat supérieur aux cours mondiaux, effort de communication en direction des paysans sont quelques-unes des plus spectaculaires initiatives engagées par le ministère de l'agriculture et de la mise en valeur. Leur impact est réel, mais contrebalancé par la fuite d'une partie de la récolte qui prend le chemin des intermédiaires privés (20 à 30 % de la production selon des estimations officielles) et surtout par le grignotage des terres arables par l'urbanisation, évalué par le ministère à 125 000 ha depuis 2011 (-4,5 %).

Face à la surpopulation, le bilan des autorités reste modeste. Un nouveau secrétaire d'État à la santé et à la population a été nommé en janvier 2018 pour relancer le planning familial instauré dès les années 1960 par le régime nassérien. Un groupe interministériel a été créé pour élaborer une stratégie nationale 2015-2030. Les zones rurales, qui abritent 40 % de la population et ont un taux de croissance démographique annuel de 3,3 % contre 2,2 % dans les villes, sont prioritaires. Mais les moyens manquent, alors que les jeunes mères disent ne pas vouloir d'enfants supplémentaires, mais n'utilisent pas les moyens de contraception — introuvables sur place. Les pesanteurs sociologiques et religieuses ne favorisent pas la manœuvre. L'Égypte, pays arabe le plus peuplé, qui occupe une position stratégique clé au Proche-Orient, court le risque majeur d'être déstabilisé par sa surpopulation dans une génération ou même avant. Un simple blocus de ses ports suffirait à la mettre à genoux.

Jean-Pierre Sereni/
Journaliste et Auteur

Liberation

Ouragans : va-t-on manquer de lettres pour les nommer cette année ?

Avec 19 à 25 cyclones annoncés dans l'Atlantique, l'Organisation météorologique mondiale pourrait se trouver à court de lettres pour les nommer. Les autorités exhortent les populations à se préparer à des épisodes plus violents que la normale.

Dans l'Atlantique, la saison des ouragans s'annonce intense, voire très intense. Commencée particulièrement tôt, elle atteint déjà un record avec neuf tempêtes dont deux ouragans déjà observés. Et le pic de la saison ne fait que commencer. Il s'étendra jusqu'en octobre. «L'activité cyclonique prévue pour 2020 est supérieure à la normale des années 1981-2010 mais aussi aux moyennes des dix et vingt dernières années», prévient Météo-France dans un bulletin du 7 août. Gerry Bell, expert des ouragans et du climat pour la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) a annoncé pour l'Atlantique «de 19 à 25 cyclones. Parmi ceux-ci, entre 7 et 11 devraient devenir des ouragans, et entre 3 et 6 pourraient s'avérer des ouragans puissants». Anecdote révélatrice, si plus de 21 tempêtes tropicales se produisent dans une saison, il n'y a plus assez de lettres pour les nommer (le Q, le U, le X, le Y et le Z ne sont pas utilisés par manque de choix de prénom). Habituellement, le programme de l'Organisation météorologique mondiale, chargée de trouver les noms aux cyclones, utilise six listes de pré-noms par roulement annuel, le premier ouragan de l'année porte un nom commençant par la lettre A, le second par B, etc. Arrivé au bout de



l'alphabet latin, il passerait alors à l'alphabet grec qui contient, lui, 24 lettres. Une situation extraordinaire et inquiétante, car la dernière fois qu'une saison a dépassé l'alphabet latin, c'était en 2005. L'année avait vu cinq pré-noms d'ouragans exclus pour toujours car leurs dégâts humains comme matériels ont été colossaux, comme le terrible Katrina qui a ravagé La Nouvelle-Orléans. Depuis début août, la NOAA et l'université de Colorado State

multiplient les alertes pour appeler la population côtière dans les Caraïbes, au Mexique et aux Etats-Unis à se préparer à affronter ou évacuer avant les cyclones qui arriveront dans les prochaines semaines. Le 5 août déjà, l'ouragan Isaias a privé d'électricité 3,5 millions d'Américains sur la côte Est, frappant durement les Etats de New York, du New Jersey et du Connecticut. «Cette saison pourrait s'avérer l'une des plus actives depuis le

début de nos relevés», a prévenu Louis Uccellini, le directeur du National Weather Service américain. Les indicateurs climatiques sont au rouge et créent des conditions idéales pour une multiplication et un renforcement des tempêtes. Dans la zone tropicale de l'océan Atlantique et dans la mer des Caraïbes, les températures moyennes de l'eau sont supérieures à la normale. De quoi renforcer la mousson en Afrique de l'Ouest et ainsi créer des ré-

gimes de vent arrivant du continent africain favorables à la formation de cyclones dans l'Atlantique. S'ajoutent à cela deux phénomènes climatiques d'ampleur. Depuis 1995, l'Oscillation atlantique multidécennale (OAM), un mécanisme naturel long de soixante à quatre-vingts ans qui modifie les températures marines de surface, a provoqué des saisons d'ouragans particulièrement puissantes par rapport aux décennies précédentes. En plus, le phénomène climatique appelé la Niña pourrait bien être en formation. Il a lieu en moyenne tous les trois à cinq ans quand l'eau de surface de l'océan Pacifique tropical se refroidit. Il influence les vents, la température de l'eau et les précipitations dans le monde entier. Dans l'Atlantique, il provoque une multiplication et une augmentation de la puissance des cyclones... Sur les 19 à 25 tempêtes tropicales prévues, impossible de dire si elles frapperont les terres pour l'instant. «On ne peut prévoir le trajet d'un cyclone que cinq à sept jours à l'avance», détaille Gerry Bell. Les îles des Antilles, comme Porto Rico, Saint-Martin et Saint-Barth, ont déjà été dévastées par les ouragans Irma et Maria en 2017 et peinent toujours à se relever.

Par Aude Massiot

LA PRESSE
CA

Liban : pourquoi la démission du gouvernement ne suffit pas

Le 4 août, Beyrouth a été secoué par une explosion massive, tuant plus de 150 personnes, en blessant des milliers et détruisant une grande partie de la ville. Cette catastrophe, attribuée à l'explosion de près de 2700 tonnes de nitrate d'ammonium, n'était pas un accident, mais un désastre évitable lié à la négligence et à la corruption du régime actuel. C'est justement en grande partie contre la corruption des élites politiques que la révolution libanaise, ou thawra, proteste depuis le 17 octobre dernier. Ce vaste mouvement populaire est, depuis, alimenté par une crise économique, sociale et politique qui s'éternise au pays du cèdre. La détonation du 4 août n'a ainsi fait que raviver une colère déjà vieille de plusieurs mois, des milliers de Libanais ayant manifesté dès le lendemain afin de réclamer justice pour les victimes du drame. Cette reprise des manifestations a conduit les ministres de l'Environnement et de l'Information à démissionner de leurs fonctions. Plus tard dans la semaine, les ministres des Finances, de la Justice et

de la Défense ont également présenté leur démission. Le 11 août, le premier ministre a à son tour démissionné, entérinant ainsi la dissolution du gouvernement. Il serait toutefois prématuré de présenter cette dissolution comme une victoire définitive pour la thawra. Les racines du problème sont en effet systémiques, la démission du gouvernement n'étant qu'une étape. La Constitution libanaise a en effet été conçue pour promouvoir le confessionnalisme, divisant les Libanais et favorisant l'émergence de conflits entre ces derniers. Conformément à l'article 24 de la Constitution, la moitié des sièges du Parlement sont réservés aux chrétiens, la loi électorale y rendant de plus l'accès presque impossible aux indépendants et non-affiliés. L'abolition de la Constitution est donc nécessaire à des réformes durables, celle-ci n'étant possible que par la démission du président Michel Aoun, du chef du Parlement Nabih Berri ainsi que du Parlement dans son ensemble afin de

permettre la tenue de législatives anticipées. Une solution temporaire devrait par ailleurs prendre source dans une reconnaissance internationale de la thawra en tant que représentante légitime du peuple libanais, la confiance du public envers les institutions publiques et les élites traditionnelles semblant avoir atteint un point de non-retour. Cette reconnaissance est toutefois conditionnée à la formation d'une direction et à la promesse d'élections anticipées. Les élus définiraient les principales revendications du mouvement et fourniraient un plan d'action déterminé, à l'intérieur ou à l'extérieur des institutions publiques. Ce développement est en outre nécessaire pour que la communauté internationale puisse interagir politiquement avec des personnalités politiques non affiliées aux élites traditionnelles. Par conséquent, la formation d'une opposition politique est indispensable pour donner au mouvement les moyens de ses ambitions. Le principal obstacle à un changement durable semble être le Hez-

zbollah. Cette organisation est une entité qui existe au sein du gouvernement aussi bien qu'en dehors de celui-ci. La dissolution du gouvernement ne suffira donc pas à la neutraliser. Par conséquent, les demandes du mouvement devront s'ouvrir par l'appel à l'application des résolutions 1559 et 1701 de l'ONU prévoyant un désarmement de toutes les milices étrangères ou nationales à l'intérieur des frontières libanaises. La thawra pourrait ainsi demander l'accord aux forces de l'ONU au Liban (FINUL) de prérogatives additionnelles (distribution alimentaire, aide à la reconstruction) et conditionner la tenue de législatives anticipées à leur supervision par l'ONU afin d'éviter leur instrumentalisation par les élites corrompues. Le succès du mouvement dépendra ainsi de sa capacité à devenir une force et une solution de rechange politique crédible proposant de nouvelles structures et de nouveaux dirigeants pour l'avenir du Liban.

Par Yara-Maria Coussa et Josef Nasr

Brève

La fièvre est-elle toujours liée à une infection ?

Dans certains cas peu fréquents, la température du corps peut être influencée par des maladies, des drogues ou des médicaments.

La fièvre représente ce que les médecins appellent "une réponse physiologique", un symptôme, et non pas une maladie en soi. Quand notre corps dépasse sa température naturelle d'environ 37°C et qu'il dépasse les 38,2°C (cette limite dépend des personnes), il nous signale qu'il est en train de "lutter" contre une agression. Et lorsque notre température est élevée, nous avons tendance à accélérer immédiatement des microbes infectieux. Or, avoir de la fièvre ne signale pas toujours la présence d'une infection.

Car si les gripes, les angines, les infections bactériennes ou parasitaires, les infections urinaires et les appendicites font partie des maladies qui provoquent de la fièvre dans la plupart des cas, elles ne sont pas les seules. D'autres causes moins communes, comme les lésions au cerveau, des troubles hormonaux, les tumeurs, un cancer, ou l'abus de certaines drogues peuvent augmenter la température du corps, indique le site Popular Science.

Une réaction en chaîne

Le fait d'avoir été opéré récemment peut aussi déclencher une réaction inflammatoire, et donc une fièvre. Les chercheurs n'ont d'ailleurs toujours pas compris le mécanisme exact de ce processus biologique. Lorsqu'une infection a lieu, les virus ou les bactéries stimulent la production des substances qui provoquent la fièvre, appelées pyrogènes, par le système immunitaire. Les drogues comme l'ecstasy, des lésions cérébrales, ainsi que certains antidépresseurs, possèdent des caractéristiques communes avec les pyrogènes et peuvent ainsi influencer notre température corporelle.

Résultat : si votre thermomètre vous indique que vous avez de la fièvre, il y a de fortes chances qu'il s'agisse d'une infection. Mais si vous avez consommé de la drogue, si vous souffrez d'un cancer, ou si vous êtes atteint d'un trouble hormonal, la fièvre est peut-être une réaction "normale". Dans tous les cas, l'avis d'un professionnel de santé est indispensable pour trouver le traitement adapté ou diagnostiquer une éventuelle maladie.

Profitez des vacances pour faire le point sur votre vie !

Enfin, vous avez du temps devant vous. Une pause estivale pour buller, profiter de la vie... mais aussi réfléchir sur son travail, son couple, bref, sur soi ! Parce que les questions changent avec l'âge, quelques pistes pour faire le point.



A 20 ans, 30 ans, 40 ans, 50 ans... A chaque décennie, ses priorités. Pris dans le rythme métrou-boulou-dodo, on les perd parfois de vue. Les vacances, c'est aussi le temps du bilan et le moment de se recentrer sur sa vie.

De 20 à 30 ans : à la recherche d'une identité

Durant cette décennie, le temps est moins au bilan qu'à l'expérimentation. « Le jeune adulte est plus sûr de "ce qu'il est" que de "qui il est", souligne Jane Turner, coach et cocréatrice du (centre de formation aux métiers de la relation d'aide). Car on est particulièrement sensible à cet âge au regard extérieur. C'est autrui qui définit ce que l'on est plutôt que soi-même. » C'est aussi le temps de choix importants sur le plan tant affectif que professionnel. « Les jeunes sont souvent portés par le désir de s'engager profondément dans une relation affective et dans le choix d'une carrière, en même temps

qu'ils ressentent le besoin de garder ouvertes des portes de sortie. » Sur quoi fait-on le point ? Avidé du regard d'autrui, le jeune adulte peut profiter des vacances pour organiser des rencontres avec ses aînés, sa famille, ses proches, et leur demander comment ils le voient évoluer et vieillir.

De 30 à 40 ans : relâcher la pression

La trentaine est une période souvent difficile : c'est alors que se bousculent toutes les grandes échéances, professionnelles et affectives. « Progresser dans le travail, se marier, faire des enfants... Durant cette période, de grandes décisions, dont la suite de l'existence dépend, doivent être prises, souligne la psychologue. À ces contraintes vient s'ajouter l'élément biologique : on prend conscience du temps qui passe. » Sur quoi fait-on le point ? À cet âge où l'on voudrait tout être sans rien abandonner en cours de route, une attitude positive peut

être, paradoxalement, de jouer avec l'idée du renoncement.

De 40 à 50 ans : opérer la transition... en douceur

À mi-temps de l'existence, le bilan s'impose de lui-même : « Après avoir vécu en fonction des attentes d'autrui ou de l'environnement, l'adulte pleinement mature opère un retour sur soi et sur ses priorités : "Moi d'abord !" », explique Jane Turner. En conséquence, on assiste à différents basculements : par exemple, les personnes très investies professionnellement ont tendance à revaloriser l'intimité, alors que les personnes qui jusqu'alors s'étaient consacrées à leur famille ressentent le besoin de s'ouvrir, de découvrir le monde. Sur quoi fait-on le point ? Le tri s'opère donc de lui-même, entre des responsabilités que l'on veut assumer, et celles dont on ne veut plus. Le meilleur conseil à donner est de tâcher d'opérer la transition en douceur.

De 50 à 60 ans : carpe diem

Cette période est souvent décrite comme la plus agréable par ceux qui la vivent. « L'envie est de trouver de nouvelles options pour profiter de la vie, au lieu de vivre pour construire l'avenir, souligne Jane Turner. Les amis deviennent importants, on leur montre davantage d'affection. » C'est le temps de l'équilibre entre attentes personnelles et environnement : « On veut se faire plaisir, mais ce plaisir passe par une pleine prise en considération des personnes que l'on aime. » On prépare aussi ce que seront les grandes questions de la soixantaine : la transmission aux enfants et au monde, "l'après". Sur quoi fait-on le point ? Les vacances peuvent être une occasion de réfléchir aux moyens de s'investir davantage dans le domaine social, d'être présent pour la communauté, de se créer un emploi du temps souple, avec des engagements qui donnent du sens à sa vie.

HYPERTENSION Dangers et solutions

Lorsque votre médecin vous dit que vous faites de l'hypertension artérielle, cela veut dire qu'il s'est aperçu que vos artères résistent de manière anormalement forte à l'écoulement de votre sang. Cela fait monter la pression sanguine et perturbe l'irrigation des organes. Et il est souvent compliqué de savoir quelles solutions adopter. Nous avons répertorié les solutions simples et naturelles pour réduire les dangers de l'hypertension dans un dossier complet. Vous y trouverez notamment les choses à faire, celles à éviter, les aliments à privilégier et les éléments nutritionnels incontour-

nables pour en finir une bonne fois pour toutes avec la peur d'un accident artériel. En lisant ce dossier gratuit, vous apprendrez à entretenir vos artères afin d'en faire des outils puissants pour votre santé plutôt que des facteurs de risque pour votre organisme. Exceptionnellement, nous vous offrons aujourd'hui le dossier « Hypertension et ses solutions ». Pour l'obtenir, cliquez ci-dessous, votre dossier vous sera envoyé immédiatement et gratuitement sur votre messagerie électronique et vous serez libre de le lire et de l'imprimer comme bon vous semble.



5 fruits et légumes à dévorer au mois d'août

En manque d'idées pour des menus équilibrés et riches en goût ? En août, au cœur de l'été, choisissez plus que jamais les produits stars de saison.



Nous avons la possibilité de consommer n'importe quel fruit ou légume quasiment tout au long de l'année. Mais choisir des produits de saison permet de favoriser le marché local, diversifier nos menus et profiter d'un maximum de bénéfices nutritionnels. Voici quelques idées pour ce mois d'août.

Les tomates

Hors saison, les tomates sont pleines de graines, d'eau, et n'ont pas beaucoup de goût. En été, elles regorgent de saveur. Une pincée de sel et un filet d'huile d'olive suffisent pour se régaler. Leur apport en vitamine C et en antioxydants permet de limiter les risques de maladies cardiovasculaires et de renforcer le système immunitaire. Choisissez les

tomates les plus colorées et parfumées, fermes mais pas trop dures. Autre atout de la tomate : elle est peu calorique (16.4 kcal/100 g).

L'aubergine

- Nous pouvons en acheter toute l'année, mais les aubergines sont meilleures en août. Un légume à manger plus souvent : les aubergines sont faibles en calories et riches en fibres.
- Ne les cantonnez pas à la ratatouille ou en caviar : elles se cuisinent aussi au four ou à la poêle, tranchées, en cubes ou en purée... nos talents culinaires peuvent s'en donner à cœur joie.
- Achetez les aubergines les plus lisses et brillantes, et si possible les plus lourdes. Si vous en prenez de très grandes, pensez à les

saler avant de les cuire pour réduire l'amertume.

Le maïs

Vous pouvez le bouillir, le cuire à la vapeur ou le griller, l'épi de maïs est l'un des meilleurs légumes de l'été. Plein de fibres, de vitamines, d'antioxydants et de protéines, il protège le corps des dommages causés par les radicaux libres.

Le melon

N'importe quelle variété de melon est meilleure au mois d'août que le reste de l'année. Juteux, doux et délicieux, ces fruits apportent de la vitamine C, des caroténoïdes, du potassium, des fibres et des oligo-éléments qui aident à protéger l'organisme. Le site américain

Real Simple conseille une recette de petit déjeuner d'été sain et très facile à réaliser : coupez un melon en deux, retirez les graines, puis remplissez chaque moitié avec du yaourt et du muesli.

Les pêches

On a beau pester à chaque fois qu'on en mange en oubliant d'utiliser une serviette, les pêches sont les stars de l'été et du mois d'août, aussi bien en version sucrée que salée. Vous êtes invités à un barbecue ? Coupez-les en deux et passez-les sur le grill environ 3-4 minutes de chaque côté, puis servez-les avec de la glace à la vanille. Non seulement elles sont délicieuses, mais elles sont également riches en fibres, en vitamine C et sont peu caloriques.

Brève

les meilleurs aliments pour brûler plus de calories

Une séance de sport peut devenir particulièrement productive quand elle est précédée d'une collation bien choisie. Manger des glucides environ une heure avant l'effort permet, par exemple, de stimuler la combustion des graisses. Avez-vous déjà sauté un repas avant d'aller à la salle de sport ? Certaines personnes pensent que ne pas manger avant de faire de l'exercice permet de brûler plus de graisses, mais ce n'est pas forcément le cas. Le corps utilisera toute l'énergie disponible, y compris les protéines contenues dans les muscles, ainsi que les glucides et les graisses. Un ventre vide pendant le sport augmente les risques d'étourdissements, de léthargie et de malaises, et empêche ainsi de profiter pleinement de la séance d'entraînement. Manger une collation avec certains types d'aliments permet au contraire de transformer l'organisme en machine à brûler les graisses.

En choisissant de consommer des hydrates de carbone, par exemple, vous allez reconstituer et préserver vos réserves de glucides afin de minimiser les dommages aux muscles et augmenter l'endurance. Ces nutriments apportent de l'énergie tout en favorisant l'élimination des graisses accumulées. Entre 15 à 30 minutes avant d'aller au sport, vous pouvez donc opter entre :

un petit verre de jus de fruits pressé, une banane, une tranche de pain complet grillé.

Bien choisir ses nutriments. Une collation à teneur élevée en glucides consommée environ une heure avant l'effort physique permet également de stimuler la combustion des graisses. Dans ce cas, choisissez plutôt entre :

une poignée de céréales sucrées dans un peu de lait demi-écrémé, un fruit, une demi-tasse de pâtes ou de riz avec un peu de beurre ou d'huile d'olive, une demi-tasse de flocons d'avoine avec quelques raisins secs. Les glucides sont digérés plus rapidement que les graisses ou les protéines. Manger trop de matières grasses ou de protéines, ou même un repas riche en glucides, dans les deux heures qui précèdent une séance de sport entraînera un flux sanguin vers l'estomac, et non vers les muscles. Or, les glucides rapidement épuisés vont laisser la graisse comme seul carburant pour l'organisme, explique le site She knows.

Un jeune homme de 18 ans vole une voiture avec un bébé à l'intérieur

Mardi soir, un jeune homme de 18 ans s'est rendu au domicile d'un père de famille à Canet-en-Roussillon, dans les Pyrénées-Orientales, qui avait mis en vente sa voiture sur internet. L'acheteur, déjà bien connu des services de police, a demandé à entrer dans la voiture pour essayer l'habitacle. Puis, il a profité d'un moment d'inattention de son vendeur pour démarrer et s'enfuir au volant de la Volkswagen Golf. Mais, visiblement, le voleur n'avait pas remarqué qu'il y avait un bébé d'un an à l'arrière du véhicule. Avec des membres de sa famille, le jeune papa a pris en chasse la voiture. Les gendarmes, alertés, ont déployé un vaste dispositif pour intercepter le véhicule avec l'aide des militaires, de la police nationale et municipale. Mais le fuyard a forcé plusieurs barrages et



roulé à grande vitesse, pris des routes à contresens, avant d'être finalement interpellé après plus d'une heure de course-poursuite. L'enfant a été récupéré sain et sauf.

TÉLÉ

CANAL+ Un monde plus grand **21h01**



Corine ne parvient pas à se remettre de la mort de son mari. elle ne parvient plus à trouver goût à sa vie ou au travail.

TF1 New York Unité Spéciale



Deux fillettes meurent carbonisées dans l'incendie de leur appartement, mais leur père s'en sort indemne.

C8 Froide vengeance



Frank a passé près de vingt ans derrière les barreaux pour un crime qu'il n'a pas commis.

france.3 Innocente



Apprenant qu'Alexis a succombé à ses blessures, Roxane, Alma et Inès sont effondrées.

VISION



france.2 Les pouvoirs extraordinaires du corps humain



Fruits, légumes, plantes : cette nature qui nous fait du bien.

M Forces spéciales : l'expérience



les volontaires encore présents doivent maintenant mettre en œuvre, en plus, leurs compétences tactiques.

LCP Italie et mafia : un pacte sanglant



Des magistrats, des politiques et des mafieux sous protection témoignent pour révéler les coulisses d'un pacte initié par les USA.

Sharon Stone annonce la sortie de son autobiographie

The Beauty of Living Twice



SHARON STONE

Sharon Stone a décidé de se raconter dans un livre, *The Beauty of Living Twice*. D'après la maison d'édition Alfred A. Knopf, l'actrice culte dira tout des hauts et des bas de sa vie, « le traumatisme et la violence qu'elle a endurés enfant et comment ses choix de carrière en tant qu'actrice font écho à ces mêmes agressions ».

La star de *Casino* évoquera aussi ses deux mariages ainsi que l'accident vasculaire cérébral qui a failli lui coûter la vie en 2001. Son engagement humanitaire, pour la recherche contre le Sida notamment, sera expliqué.

L'éditeur promet au futur lecteur qu'il découvrira une Sharon Stone « courageuse, honnête et franche ». « J'ai appris à pardonner l'impardonnable », explique la star de *Basic Instinct*. *The Beauty of Living Twice* sortira au mois de mars.

Issue d'une famille modeste, Sharon Stone connaît durant sa jeunesse une scolarité sans faute. A 17 ans, alors qu'elle se présente à un concours de beauté de sa région, un agent la remarque et l'engage aussitôt comme mannequin vedette.

Après plusieurs spots publicitaires, elle fait une première et furtive apparition au cinéma en 1980 dans *Stardust memories* de Woody Allen.

Pendant près de dix ans, elle enchaîne les petits rôles. C'est au début des années 90 que Sharon Stone voit sa carrière s'envoler.

Quotidien National d'Information
Edité par Sarl NATION EDITION
Capital social de 1000 000,00 DA

Directeur général, Responsable de la Publication
Omar ATTIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités, contacter
ANEP, 1 rue Pasteur
Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger

Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER Vers une version virtuelle

La 25e édition de la Foire du livre d'Alger a été transformée en une édition virtuelle. Annulée à cause de la pandémie du coronavirus, la manifestation a choisi de se déployer en ligne.

Le ministère de la Culture et des Arts se dirige vers une version virtuelle du Salon international du livre d'Alger (SILA) dans le cadre de la prévention contre la propagation du coronavirus, a annoncé à l'APS le directeur du bureau du livre Djamel Foughali.

La décision de tenir une 25e édition virtuelle a été prise en concertation avec les représentants des éditeurs algériens et des responsables du bureau du livre au niveau du ministère de la Culture et des Arts devant "l'impossibilité de tenir cet événement qui draine plus d'un million de visiteurs par an en cette période exceptionnelle de pandémie", explique Djamel Foughali.

Dans sa version virtuelle, qui n'est pas encore finalisée, le SILA devrait reconduire les rencontres, débats et autres tables rondes en utilisant les nouvelles technologies et les réseaux sociaux alors qu'un projet de plateforme de vente en ligne est également "envisageable" en partenariat avec les professionnels de ce domaine et les maisons d'éditions algériennes et étrangères habituées de l'événement.

Le directeur du bureau du livre au ministère de la Culture et des Arts évoque également l'adop-



tion de "mesures particulières pour préserver et dynamiser l'industrie du livre en Algérie en cette période d'exception" sans donner plus de détails, et annonce la tenue de nombreuses manifestations et salons locaux du livre dans plusieurs villes du pays une fois que la situation sanitaire le permettra. Principal événement culturel en Algérie, le SILA avait connu en 2019 la participation de 1030 maisons d'édition de 36 pays, dont 298 algériennes, et enregistré 1.150 million de visiteurs.

APS

LE FESTIVAL DU FILM EL GOUNA EN EGYPTE La quatrième session reportée d'un mois

Le festival du Film d'El Gouna, qui se déroule sur les rives de la mer Rouge aura finalement lieu du 23 au 31 octobre. 16 films internationaux sont déjà annoncés.

En prévision des conditions difficiles auxquelles sont confrontés les festivals internationaux de cinéma, le Festival du film d'El Gouna a décidé de modifier les dates de sa quatrième session, pour qu'elle se déroule du 23 au 31 octobre dans la ville d'El Gouna, soit un mois de plus que les dates précédemment annoncées. Le programme de la quatrième session du festival sera annoncé fin septembre 2020.

Concernant les films internationaux, les organisateurs ont déjà sélectionné 16 films qui ont fait les festivals les plus prestigieux. En fait, pour ses quatre ans d'existence, le festival a voulu non seulement montrer les chéris d'arthouse locaux et régionaux, mais aussi mettre en avant sa revendication en tant que festival international du film qui célèbre des histoires puissantes et résonantes de tous les coins du monde. La liste comprend des films reconnus qui ont reçu des distinctions à Sundance Film Festival, Berlinale et Tribeca Film Festival, et qui sont également prêts à participer aux éditions à venir d'autres grands festivals, tels que TIFF, Venice Film Festival et San Sebastián Film Festival. Parmi ces titres, citons «Falling» de Viggo Mortensen (Etats-Unis),



Damiano et Fabio D'Innocenzo «Bad Tales» (Italie, Suisse), Teboho Edkins' Days of Cannibalism (Afrique du Sud), «Irradié» de Rithy Panh (Cambodge), le «père» de Srđan Golubović (Serbie) et le «Ibrahim» de Samir Guesmi (France). «De nombreux festivals de cinéma ont été touchés par la situation liée à la pandémie, et notre retour sur scène enverra un message positif

au monde que les choses reviendront à la normale. Nous choisissons de vivre à la lumière de cet espoir, dans une atmosphère de positivité, et de compléter notre engagement à contribuer au développement du cinéma au niveau international et régional. Et pour assurer, en même temps, une expérience sûre et agréable à tous les participants», a déclaré Intishal Tamimi, directeur du festival, sur sa

page Facebook.

En tenant compte des réglementations gouvernementales, le festival explore en même temps les possibilités d'organiser des événements, que ce soit dans des lieux fermés ou ouverts, ou même dans le cyberspace (en ligne), en particulier les événements liés à la plateforme cinématographique El Gouna, afin de fournir une expérience de festival efficace. Cependant, une priorité essentielle pour le festival est de maintenir la sécurité des fans et des invités participants, et de mettre cela en premier lieu, en respectant toutes les normes nécessaires fixées par les autorités médicales. Pour sa part, l'actrice Bushra, responsable des opérations des festivals, a déclaré : «Nous sommes actuellement en dialogue constant avec de nombreux noms importants de l'industrie du cinéma et des festivals de cinéma, afin d'étudier comment les festivals peuvent s'adapter aux conditions actuelles et continuer à jouer leur rôle dans le développement de l'industrie aux niveaux régional et international. Nous aimerions, également, rencontrer les producteurs et distributeurs, obtenir des films, en plus d'étudier l'expérience électronique du marché cinématographique. Notre équipe sera également présente aux festivals d'automne afin d'obtenir les derniers excellents films du monde entier».

REUTERS

Brèves

Des images du nouveau film de Sofia Coppola dévoilées

L'acteur Bill Murray sera bientôt à l'affiche du film On The Rocks réalisé par Sofia Coppola, 17 ans après leur première collaboration dans Lost In Translation.

Le huitième long-métrage de la cinéaste, tourné l'été dernier à New York, suivra l'histoire de Laura, une écrivaine et mère de famille incarnée par Rashida Jones qui soupçonne son mari d'infidélité et renoue contact avec son père Felix (Bill Murray), un ancien playboy féru de cocktails à qui elle va demander conseil.

Si aucune bande annonce n'a pour l'instant été mise en ligne, le magazine américain Entertainment Weekly a dévoilé sur son site quelques clichés du long-métrage.

Après avoir sorti Les Proies en 2017, Sofia Coppola explique à Entertainment Weekly qu'elle souhaitait travailler sur quelque chose "de plus léger et plus espionnage, quelque chose de touchant et de sincère". Interrogée sur le personnage de Bill Murray, la réalisatrice confie au magazine avoir hésité à donner ce rôle à l'acteur qui campait déjà le rôle d'un homme désabusé et décalé dans Lost In Translation.

"Felix est un gentleman du vieux monde qui a pour habitude de discuter en sirotant un martini. La façon qu'il a de regarder les femmes et les relations humaines est très différente du mari de Laura", explique Sofia Coppola. Une personnalité susceptible d'entraîner un conflit générationnel entre le personnage de Bill Murray et celui de Rashida Jones. On The Rocks sortira en octobre dans les salles américaines mais également sur la plateforme de streaming Apple TV+.

R.C

L'acteur Viggo Mortensen se lance dans la réalisation avec Falling

L'acteur américano-danois, célèbre pour avoir interprété le personnage d'Aragorn dans Le Seigneur des Anneaux, passe pour la première derrière la caméra.

Le film raconte l'histoire de John, un père de famille incarné par Viggo Mortensen vivant avec sa fille adoptive en Californie, qui tente de renouer un lien avec son père Willis (Lance Henriksen), reclus dans un milieu rural. Une relation complexe entre un fils et son père alors que ce dernier, conservateur est atteint de démence. Deux personnages forts et deux esprits opposés qui promettent de grands moments d'émotion.

L'acteur célèbre pour avoir incarné le personnage d'Aragorn dans la trilogie du Seigneur des Anneaux de Peter Jackson multiplie ces dernières années les films dramatiques. Loin des Hommes, Captain Fantastic ou encore The Green Book... Autant de longs-métrages réussis où les prestations de Viggo Mortensen ont été saluées par la critique.

R.C

Idris Elba, bientôt à l'affiche d'un film d'espionnage

L'acteur de 47 ans va produire et jouer dans un long-métrage "d'espionnage avec de la romance", rapporte le site Variety. Un projet qui sera proposé sur le service de streaming AppleTV+.

On ignore encore le titre du film, son réalisateur ou encore son intrigue - on sait tou-

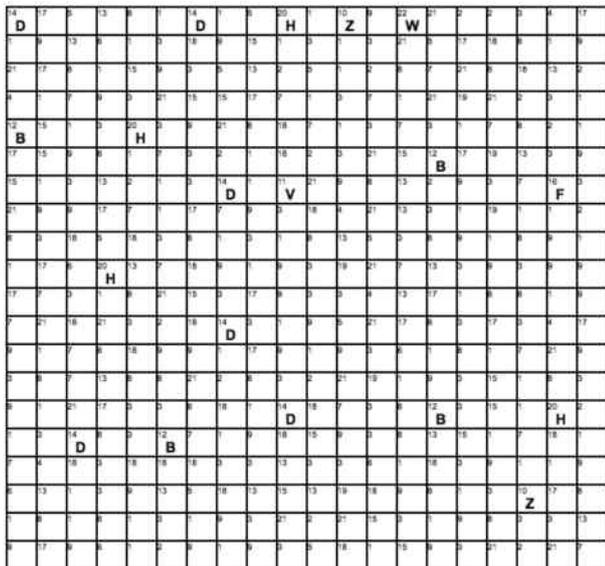
tefois que l'action se déroulera en Afrique. Audrey Chon et Simon Kinberg co-produiront le film. Ce dernier a notamment écrit Mr. & Mrs. Smith (qui liait déjà espionnage et romance, et mettait en scène Brad Pitt et Angelina Jolie), ainsi que le thriller d'espionnage 355, avec Jessica Chastain, Lupita

Nyong'o, Penelope Cruz, Diane Kruger et Fan Bin Bing, attendu en salles en janvier 2021.

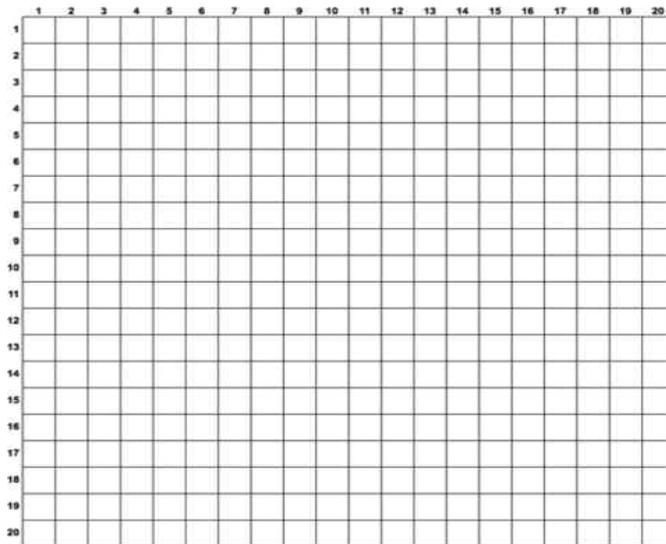
Début juillet, Idris Elba avait annoncé qu'un film dérivé de la série policière britannique Luther était en préparation.

R.C

Mots placés N° 27



Grille muette N° 27



Z V B D F H W

Insolite

Coronavirus : Au Pérou, des enfants font de l'escalade pour suivre l'école à distance

Conséquence du coronavirus, plus qu'une option possible pour quatre enfants péruviens : faire chaque jour l'ascension d'une colline pour pouvoir bénéficier du programme "apprendre à la maison" mis en place par le ministère de l'Éducation en raison de la fermeture des établissements scolaires à cause de la pandémie.



Faute de réseau téléphonique, Roxana, 16 ans, Alberto 15 ans, Juan Carlos 13 ans et Alvaro, 10 ans, ont grimpé chaque jour une colline escarpée de la cordillère des Andes, au Pérou, afin de pouvoir suivre les cours dispensés à distance pendant l'épidémie de Covid-19.

A Conaviri, une commune reculée du district de Mañazo, à une heure et demie de la ville de Puno riveraine du lac Titicaca, le réseau pour la téléphonie mobile ne peut être capté qu'au sommet d'un mont.

La mère de famille, âgée de 43 ans a aidé ses enfants à poursuivre leur scolarité, pendant que son époux Juan Cabrera, un berger, s'occupait du bétail dans cette région peuplée par les Quechuas, l'ethnie majoritaire au Pérou. Les enfants recevaient tous les matins un appel sur portable ou par WhatsApp de Mery Quispe Achata, une maîtresse d'école de Conaviri, qui leur dictait les cours à distance.

Horizontalement

1 Précède à l'ombre des jeunes filles en fleur.- Bougé.2 Fabuleux fabuliste.- Adam ou Jourdain.- Puissances de pénétration.3 Tables d'offices.- Rassemblement.4 Parfois d'huile mais souvent grosses.- Fièvre pour l'élégant.- Cow-boy politique.5 Le mac en fait.- Ecrit de travers.- Pénètre en marche arrière.6 Irlandaise.- Refus saxon.- Tache l'ongle.7 Article.- Un british.- Sacca-géons.- Bien français.8 Spécialistes des contrats.- Antidépresseur.- Vieux grec.9 Pas ailleurs.- Personnel.- Bout de caillou que l'on trouve sur son envers.- Endormeuse africaine.10 Rends gai.- Tribu indienne.- Fin de stress.11 Endormie de Hugo.- En bois pour le boucher.- Vieilles habitudes.- Rieuses maritimes.12 Non musulman pour l'ottoman.- Douillet mais pas David.- Arro-se Gand.- Douzième grecque.13 Travaillent sur les montures.- ... la santé quand tu iras mieux.14 Marchant.- Dos et papillon.- Filet.15 A glaces au croquet.- Modérer.- Bonne note.- Prix Nobel français.16 Deutérium tritium.- Flamboyants.- Carrosserie.17 Aumône gouvernementale.- Trois romain.- Bâtitseur de pyramide.- Ville palindrome.18 Traduit par Baudelaire.- Renie les biologistes ou les psychologues.- Interjection.19 Coupe ce qui dépasse.- Préposition.- Fondamental ?- Existe.20 Attentes angoissantes.- Dais de lits.- Rejette l'éta.

Verticalement

1 Soutiennent les vieux.- En or pour Panoramix.2 Courantes.- Grand aigle.- Spontanément avec proprio.3 N'ont qu'un mât.- Mamelles à l'envers.- Éclairées.4 Trous à poutres.- Difficile à fixer.- Cours appliqué.5 Pareil.- Collabo assassiné.- Fin de crédit.- Vieil orateur.6 Possessif.- Brame.- En Belgique.- Naturel en principe.7 Fait double.- Un peu de fils.- Consummatrices.8 Que-relles.- Disconvient.- Baie nipponne.9 Comme les vestes des bikers.- En Seine-Maritime.- Vieux emplumés.10 Raffolait des poules.- Supports de culottes.- Sénégalais.11 Entourait.- Avec pipe pour les conduits (inversé).- Jamais vieux.12 Saint-pierre.- Récurrent à Londres.- Vieux empe-reurs.- Rieur.13 Un peu enrouer.- Au nord du Chili.- Ne fait pas face.14 Morne plaine.- Roubi-gnolles.15 Fait la boulette.- Gâteau de l'enfance.- Gratuits belges.16 Couvertes.- Préposi-tion.17 Elite inversée.- Gestualités.- Possessif.18 Peintre vénitien.- Criez dans la forêt.19 Sont un peu Hmou.- Vieux radin.20 Lichens.- Tenta de violer madame Héraclès.- Larbin à bulles.

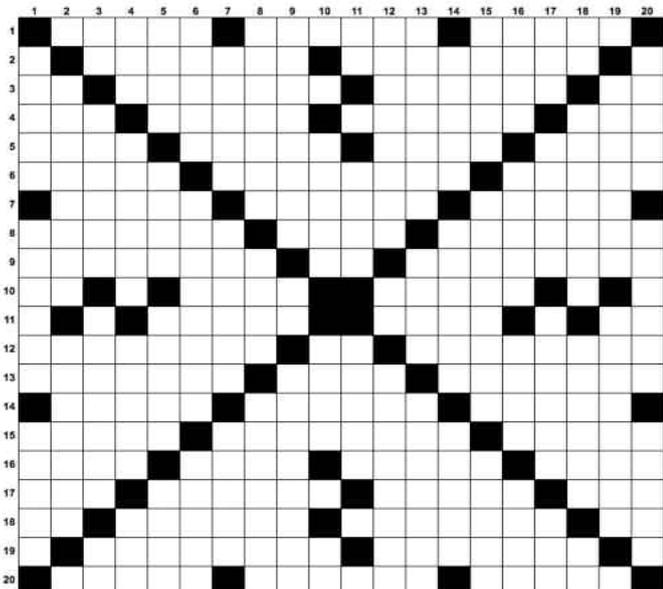
Mots croisés grille N° 29

Horizontalement

1 Grognes.- Gaie.- Gourou.2 Casques ronds.- Labouirons encore et encore.3 En Sibérie.- Séparation.- Gardiennes anglaises.- Personnel.4 Filets.- Décollage.- Po-ur le croquet.- Rouge ou noire.5 Ad-verse.- Port israélien.- Planche au mar-ché.- Délaiisé.6 Gros glaçon.- Ne recon-naissent pas Ali.- Etait blanc autrefois.7 Thyristor.- Surprend.- Sacré.8 H ermétique.- Trouble.- Rose sale.9 Répare des ans l'irréparable outrage.- Les Thermes en Ariège.- Courbées.10 Atlas.- Gouffre.- Réduis la voile.11 Nain.- Meurtrit.- Fin de Bush.12 Et la tête...- Gallium.- Terrier anglais.13 Battue.- Mine de cachou.- Sur la Save (inversé).14 Piliers.- Guérie, on l'es-père.- Brailles dans le mauvais sens.15 Sympathique mais ça ne se voit pas.- Est bien là.- Vieux mamelon.16 An-cien poète inversé.- Bramer.- Mono-lithe.- Située pour le maître.17 Lieu de ren-contre.- Au moins 4dg.- Se débarrassa de son fiston.- Méchants basques.18 C'est-à-dire.- Persévérant.- Sacque.- Préposi-tion.19 Soignera la fracture.- En Somme.20 Resplendira.- Cyclique.- Gris beige (inversé).

Verticalement

1 Maléfices.- Détériorât.- Glissée dans le mauvais sens.2 Il veut mieux éviter de me les casser.- Amoureux de Zerbinette dans les Fourberies.3 Emérite.- Vissas.- Blo-quée.- Réussi.4 Supérieur aux USA.- Elue.- Extrémiste.- Baba avec du sé-same.5 Personnel.- Boudin d'enfant.- Gla-gla.- Vieil empereur.6 Rejoint le Rhône.- Cries comme la hulotte.- Porteur de dreadlocks.7 Partagé pour le notaire.- Tergiverse.- Expirer.8 Décidée ou élucidée.- Bouleversée dans un sens.- Nymphes alpinistes.9 Telle une gaine.- Tout blanc pour Arthur.- Ouverture de bouche.10 Vers la source et dans le mauvais sens.- Roche.- Argon.11 Vieux do.- Acier pour couverts.- Ventilés.12 A l'intérieur de bas en haut.- Petit métal.- 0,01.13 Rotée.- Peintre.- Sans fin.14 Fab-riquas.- Sang du milieu.- Haussa.15 Plante à sac.- Planteras.- Epinceté.16 Souhait.- Arrête.- Disciple de Paul la tête en bas.- Névrogie inver-sée.17 Berges.- Hôpitaux en voie de dispa-rition.- Maximes.- Un quart.18 Sortie d'Ems.- Gagnée.- Polie.- Fin de verbe.19 Assassinat.- Spécialiste des



«C'est la jeunesse, qui d'ailleurs constitue la majorité des Algériens, qui doit véritablement être l'artisan de son histoire»

Hocine Ait Ahmed
C'est moi et ça Algérie
J'ouvre 1959 - 22 Mars 2013



Sudoku n° 27

		1		8				2
	3	9		1				
5		6			4			
	4	3						5
	6		4		1			8
7						4	9	
			8			1		2
				6		7	4	
	9			7		3		

ça s'est passé un... 18 Aout

1572 : un mariage en prélude au massacre de la Saint-Barthélemy



En pleines guerres de religion entre catholiques et protestants, la régente Catherine de Médicis a projeté, dans un souci d'apaisement, de marier sa fille Marguerite de Valois au jeune chef des réformés, Henri de Navarre, futur Henri IV. Marguerite, qui entrera dans la légende sous le surnom de reine Margot, est la sœur du roi Charles IX. Le mariage a lieu le 18 août 1572 à Notre-Dame de Paris. Le Parlement de Paris, farouchement catholique, boude les cérémonies officielles car les magistrats réprouvent l'union de la ca-

tholique Marguerite avec le protestant Henri. Plus sûrement, ils en veulent au roi d'avoir édicté un impôt frappant les procureurs deux jours plus tôt ! Notons que la bénédiction nuptiale n'est pas donnée à l'intérieur de la cathédrale, comme à l'accoutumée, mais sous le porche. La raison en est que le marié, du fait de sa religion, n'a pas le droit d'entrer à Notre-Dame ni d'assister à la messe qui suit la bénédiction. Très vite, la situation se tend. Il faut moins d'une semaine avant que le drame ne survienne...

ENIGME

TEL PERE, TEL FILS

UN PERE A 54 ANS ET UN FILS EN A 60. COMMENT EST-CE POSSIBLE ?



le n'ai jamais dit que c'était son fils !

Mots Fléchés N° 26

Versant à l'ombre Prieuré	Cervidé canadien Galères romaines	Île de France Monnaie asiatique	Trouve son maître Marque de naissance	Retrace un parcours Parent proche	Amant langoureux Carabin
Surface Coffrets			Lieu de duels Type de message		Nouvelle lune
				Esquiva Rivière de Bavière	
Capitale de la Côte d'Ivoire Exabit Avale la poussière		Ne parle pas en scène Province irlandaise			Ville de Suède Sont parfois en trop
Sans relation Donne une position			Cycle complet Embardée	Irrigue le Tyrol Recueil	
		Poisson de mer Travail d'écreuil			On aime le prendre quand il est grand
Flotte au vent Repaire côtier	Et la suite		Produit dopant Coule au Congo		Discipline de vie
				Élimai Rend poli	
Tenues aux quais Extraire					Le Strontium Rivière de Russie
		Le Téralumen Marin de cuisine		Donneur d'ordres Pour se faire virer	Fatigué
Déserts A quitté les affaires			Commune des Pays-Bas Exprime le mépris		
	Place des fidèles			Ville de Saxe	
Peuvent retrouver la chambre					

MYSTÈRE d'HISTOIRE

L'inscription de Shugborough : la voie du Saint-Graal?



Quand on regarde de loin le monument du Berger érigé au 18e siècle, à Staffordshire, au centre de la Grande-Bretagne, on n'y voit rien d'autre qu'une réplique sculptée de la célèbre peinture de Nicolas Poussin, Les bergers arcadiens. Pourtant, si l'on s'approche, on remarque une curieuse suite de lettres : D-O-U-O-S-A-A-V-V-M — un code que personne n'a jamais réussi à déchiffrer depuis 250 ans. Personne ne sait d'où vient ce code, même si

certains croient que c'est un indice laissé par les templiers pour retrouver le Saint-Graal. Les plus grands esprits se sont penchés sur cette énigme, dont Charles Dickens et Charles Darwin. En vain. Sur la photo, une diapositive montre le code vieux de 250 ans inscrit sur un monument à Shugborough, dans le Staffordshire, lequel, croit-on point vers le lieu où se trouverait le Saint-Graal.

harades

C'est la première syllabe du mot : accessible.
Pronom personnel de la deux. pers. sing. C'est ce qui entre dans nos poumons.
mon tout est un antique bateau romain.

Actuaire (A-C-I-U-IR)

Explosions de Beyrouth

L'enquête débute dans un climat de scepticisme généralisé

Le juge nommé pour instruire l'enquête sur l'explosion meurtrière de 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium stockées dans le port de Beyrouth a commencé hier ses interrogatoires, dans un climat marqué par un profond scepticisme de la population à l'égard de la crédibilité de la justice libanaise. Mallettes remplies de dollars, lingots d'or, vêtements bancaires, retours d'ascenseur... La corruption, qui a rendu possible le stockage criminel de 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium dans le port de Beyrouth, sera-t-elle au cœur des interrogatoires qui ont débuté hier, pour établir les responsabilités dans les explosions meurtrières qui ont dévasté la capitale libanaise ?

CALIFORNIE (ETATS-UNIS)

Température record relevée dans "la Vallée de la mort"

Le mercure a grimpé dimanche jusqu'à 54,4 C, dans "la Vallée de la mort", en Californie, selon les services météorologiques américains, potentiellement l'une des températures les plus élevées jamais relevées sur Terre. Cette température record, qui doit encore être vérifiée, a été enregistrée par un système automatique du National Weather Service (NWS) aménagé à 15H41 (18H41 GMT) sur un

site au nom de circonstance lui aussi: "Furnace Creek", le ruisseau de la fournaise. L'Organisation météorologique mondiale, organisme spécialisé des Nations unies, a indiqué sur Twitter qu'elle allait vérifier cette observation. "Ce serait la température la plus élevée officiellement relevée dans le monde depuis 1931", a-t-elle écrit. Située dans le désert des Mojaves, à l'ouest de la ville de Las Vegas, la Vallée de la mort ("Death Valley") détient le record de la température la plus élevée jamais enregistrée sur Terre: 56,7 C, en juillet 1913. Le mercure y était également monté jusqu'à 53,9 C en juillet 2013. Le Sud-Ouest des Etats-Unis fait actuellement face à une intense vague de chaleur.

LA NATION

MARDI 18 AOUT 2020

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
04:39	12:45	16:43	19:35	21:02

Météo

Alger	● 32	Tizi Ouzou	☁ 30
Tiaret	● 30	Béjaïa	● 31
Constantine	● 33	Oran	☁ 31

LE SRI LANKA

Une coupure d'électricité plonge le pays dans le noir

Les 21 millions de Sri-Lankais se sont retrouvés privés d'électricité lundi suite à un "problème technique" non précisé dans une importante centrale thermique de l'île d'Asie du Sud, selon la presse locale. La coupure a touché tout le pays aux alentours de midi heure locale (06H30 GMT). Au bout de six heures, le courant a été rétabli dans certaines parties du Sri Lanka, mais la capitale Colombo restait plongée dans le



noir à la tombée de la nuit. C'est la pire coupure d'électricité au Sri Lanka depuis mars 2016. Tout le pays s'était alors retrouvé sans courant pendant plus de huit heures à cause d'une importante panne. Un "problème technique" dans la centrale électrique de Kerawalapitiya, située en périphérie de la capitale Colombo, est

à l'origine de ce black-out, selon le ministre de l'Electricité Dulas Alahapperuma. "Des mesures sont en train d'être prises pour rétablir le courant", a-t-il déclaré dans un communiqué. En éteignant les feux de circulation, la coupure a provoqué le chaos dans les rues déjà embouteillées de Colombo.

ATHLÉTISME

Décès d'Ali Redjimi, ancien entraîneur de Taoufik Makhloufi

L'entraîneur algérien Ali Redjimi, ayant découvert et dirigé plusieurs stars de l'athlétisme algérien, notamment, les champions olympiques du 1500m Taoufik Makhloufi et Hassiba Boulmerka, est décédé dimanche à 53 ans, a-t-on appris lundi auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). En effet, outre ses grandes compétences en matière de préparation, le défunt était surtout connu pour son flair, surtout quand il s'agissait de découvrir les jeunes talents. C'est ce qui lui

a d'ailleurs permis de repérer plusieurs futurs grands champions, comme Makhloufi et Boulmerka, alors qu'ils n'étaient que des gamins. Redjimi était l'un des rares à avoir cru en leurs capacités à ce moment là, et les a formés de sorte à ce qu'ils puissent réaliser la longue et riche carrière qu'ils ont réussi, avec entre autres plusieurs médailles olympiques à la clé. La disparition de Redjimi, à seulement 53 ans, est une énorme perte pour l'athlétisme algérien.

BOUMERDES

225 ressortissants algériens rapatriés de France mis en quarantaine

Deux-cent-vingt-cinq (225) ressortissants algériens rapatriés de France ont été mis en quarantaine dimanche soir au niveau du centre familial de Sonatrach à Corso (nord de Boumerdes), dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de prévention contre la propagation du Coronavirus. Dans une déclaration à l'APS, en marge de l'accueil des ressortissants plus tard dans la nuit de dimanche à lundi, le chef de cellule de Communication au cabinet du wali a précisé que les citoyens algériens précités ont été transportés par des bus publics depuis l'aéroport Houari Boumediene d'Alger vers le centre familial Sonatrach dans la ville de Corso. Ori-

ginaires de plusieurs wilayas du pays, ces ressortissants rapatriés dans le cadre de la prise en charge des Algériens bloqués à l'étranger en raison de la propagation du Coronavirus, ont été mis en quarantaine pour sept jours afin de les protéger ainsi que leurs familles de l'infection par ce virus, a ajouté la même source. Dans le même contexte, le même responsable a affirmé que la wilaya a mobilisé toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires afin d'accompagner et de bien prendre en charge les Algériens venant de l'étranger dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de prévention contre la propagation de la Covid-19.

COVID-19

La Chine accorde un brevet pour un vaccin



Les autorités chinoises ont accordé un brevet d'invention à un vaccin à adénovirus recombinant, nommé Ad5-nCoV, développé conjointement par l'entreprise biopharmaceutique chinoise CanSino Biologicals et une équipe dirigée par Chen Wei, un expert militaire des maladies infectieuses. «L'accord de ce brevet a confirmé l'efficacité et la sécurité du vaccin,

et démontré de manière convaincante ses droits de propriété intellectuelle (DPI) », a indiqué hier dimanche CanSino dans un communiqué. Selon des spécialistes, le système de passage en revue des brevets de la Chine était comparativement strict et complet, exigeant des technologies ou des produits d'être fondamentalement différents des technologies ou produits similaires existant à travers le monde pour leur accorder un brevet. «L'accord de ce brevet démontre l'originalité et la créativité du vaccin», a expliqué Xu Xinming, un avocat basé à Beijing spécialisé dans les droits de propriété intellectuelle, notant que CanSino a probablement déposé une demande de brevet avec les autorités étrangères, afin de protéger ses DPI lors d'une

coopération internationale. Un employé du Département des relations publiques de CanSino a réfuté les accusations, selon lesquelles l'accord de ce brevet serait lié au processus de commercialisation du vaccin par les autorités, notant que ces deux questions étaient sous la supervision de deux systèmes différents. Tao Lina, une experte en vaccins basée à Shanghai, estime toutefois que l'accord de ce brevet facilitera probablement le processus de commercialisation. Ainsi, après le vaccin validé le ministère de la santé russe, ce brevet accordé officiellement permettrait aussi de renforcer la confiance du marché envers les vaccins contre la Covid-19 développés par la Chine, notamment sur le marché international.

COMITÉ OLYMPIQUE ET SPORTIF ALGÉRIEN

L'AG électorale prévue au début du mois de septembre

L'Assemblée générale (AG) électorale du Comité olympique et sportif algérien (COA), devrait se tenir au début du mois de septembre prochain, a appris l'APS lundi auprès du Bureau exécutif de l'instance olympique. "L'AGE devrait avoir lieu en principe au début de septembre. Le Bureau exécutif se réunira mercredi pour aborder ce sujet et tracer une feuille de route. Le dépôt du dossier des candidatures est prévu huit jours avant la tenue des élections", a indiqué à l'APS Rabah Bouarifi, membre du Bureau exécutif du COA. Suite à la démission de Mustapha Berraf, la présidence par intérim du COA a été confiée, en application des statuts de l'instance, à Mohamed Meridja, chargé de la gestion des affaires courantes du Comité et de préparer les prochaines Assemblées générales ordinaires et électorales. "Le prochain

élu à la tête du COA aura à gérer le reste du mandat olympique qui s'étalera jusqu'après les Jeux Olympiques JO-2021 de Tokyo, avant l'organisation d'élections générales pour élire un nouveau président", a précisé Bouarifi, également président de la fédération algérienne de basket-ball (FABB). Le bureau exécutif du (COA) avait entériné le 12 mai dernier, la démission du président Mustapha Berraf et désigné son 1er vice-président, Mohamed Meridja, à titre intérimaire. Berraf avait entretenu le suspense durant plusieurs semaines, après avoir démissionné "verbalement" du COA sans le notifier par écrit. Les membres du Bureau exécutif avaient rejeté cette démission et tenté de lui faire changer d'avis. Berraf s'était dit "fatigué" face aux "attaques répétées" dont il fait l'objet "lui et sa famille".

CHU D'ORAN

Décès du chef de service des urgences médico-chirurgicales

Le Pr Merouane Boukrissa, chef de service des urgences chirurgicales des UMC du CHU d'Oran est décédé hier.

L'administration de l'hôpital a rapporté la nouvelle de son décès sur sa page Facebook, sans mentionner la cause du décès.

De sa part, le directeur général du Centre hospitalier universitaire, le Dr Betouaf Hadj, et au nom de tous le personnel de l'hôpital a présenté les expressions les plus sincères de condoléances et de sympathie sincère à tous les membres de la famille du défunt.

SÉISME À MILA

La localité d'El Kherba déclarée zone sinistrée

Un arrêté interministériel a été promulgué conjointement, dimanche par les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire et des Finances, déclarant la localité d'El Kherba, dans la wilaya de Mila, comme zone sinistrée, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur. "Suite aux deux séismes enregistrés les 17 juillet et 7 août derniers, et en

application des dispositions de l'article 07 du décret exécutif n 90-402, du 15 décembre 1990, portant déclaration de zone sinistrée, un arrêté interministériel entre les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire et des Finances a été promulgué portant déclaration de la localité d'El Kherba (Mila) comme zone sinistrée", note le communiqué.